

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Marahiti 127  
N° 14

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 15  
no Me 1978

Cours Franc Pacifique	Polynésie française	France et territoires français d'outre-mer		Etranger		Annonces et avis :
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	
Prix d'un exemplaire	100	120	150	130	180	Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne . . . . . 100 fr.
Abonnement : six mois	1.200	1.440	1.800	1.560	2.160	Les mêmes renouvelées : la ligne . . . 40 fr.
un an	2.200	2.680	3.400	3.000	4.120	Publications de sociétés philanthro- piques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc... la ligne . . . . . 70 fr.

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie et sont payables d'avance - C.C.P. N° 1139  
Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du Journal - B.P. N° 117.

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

	Pages
1978 17 fév. Arrêté interministériel fixant le montant des redevances afférentes à la délivrance des titres aéronautiques des navigants non professionnels de l'aéronautique civile. (J.O.R.F. du 17 mars 1978, page 2219) . . . . .	415
2 mars Arrêté interministériel fixant les conditions d'échange des virements postaux entre la France métropolitaine, les départements d'outre-mer et les territoires d'outre-mer. (J.O.R.F. du 23 mars 1978, page 1283). . . . .	416
<b>ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL</b>	
1977 25 nov. Délibération n° 77-126 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations . . . . .	417
1978 17 avril Décision n° 260 AC.DIR/INFRA déclarant d'utilité publique les travaux de construction de l'aérodrome de Puka-Puka (archipel des Tuamotu) et cessibles immédiatement les parcelles de terre nécessaires à la construction. . . . .	417
20 avril Arrêté n° 271 A accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete (immeuble de la S.C.I. Otahi à Arue PK 3,800). . . . .	418

20 avril Arrêté n° 272 FT portant modification du plan de campagne 1974 du fonds spécial d'équipement routier. . . . .	419
20 avril Arrêté n° 273 FT portant modification du plan de campagne 1975 du fonds spécial d'équipement routier. . . . .	419
20 avril Arrêté n° 274 FT rendant exécutoire le plan de campagne 1978 du fonds spécial d'équipement routier. . . . .	419
20 avril Arrêté n° 276 AA constatant les désignations des représentants des groupements professionnels, des organismes et associations représentés au comité économique et social. . . . .	420
20 avril Arrêté n° 1728 AA rendant exécutoire la délibération n° 78-42 du 23 mars 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale habilitant le haut-commissaire de la République, chef du territoire, à signer un avenant à la convention avec l'Etat et la société Air Polynésie. . . . .	421
20 avril Arrêté n° 1729 AA rendant exécutoire la délibération n° 78-50 du 30 mars 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale modifiant le nombre et la répartition des officines de pharmacie en Polynésie française. . . . .	422
20 avril Arrêté n° 1736 AA convoquant l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session ordinaire, dite session administrative. . . . .	422
20 avril Arrêté n° 1737 AA convoquant le comité économique et social de la Polynésie française en session ordinaire. . . . .	423

- |          |  |     |          |  |     |
|----------|--|-----|----------|--|-----|
| 21 avril | Arrêté n° 277 Eq. modifiant les dispositions de l'arrêté n° 287 TP du 16 novembre 1977 ordonnant les enquêtes conjointes, administrative préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire concernant les travaux de construction d'un collège d'enseignement secondaire ainsi que les travaux de raccordement de la route d'urbanisation des collines d'Arue (nécessaires pour la desserte de cet établissement) à la route de ceinture dans son emprise future. . . . . | 423 | 24 avril | Décision n° 298 SGA/AE complétant la décision n° 147 SGA/AE du 21 février 1978 relative au comité technique territorial des transports. . . . .  | 430 |
| 21 avril | Arrêté n° 1746 FT accordant une avance sur subvention à la société pour le développement de l'agriculture et de la pêche. . . . .  | 424 | 25 avril | Arrêté n° 1806 FT accordant une subvention à l'association des parents d'enfants handicapés. . . . .   | 431 |
| 24 avril | Arrêté n° 278 AE portant agrément de la "S.A. Marara" au code des investissements de la Polynésie française pour son activité d'hôtellerie et de restauration à Bora-Bora. . . . .   | 425 | 26 avril | Arrêté n° 1814 FT accordant une subvention à la société Air Polynésie. . . . .   | 431 |
| 24 avril | Arrêté n° 279 AE portant agrément de la "S.A.R.L. société des mers du sud" au code des investissements de la Polynésie française pour son activité d'impression sur tissus de motifs tahitiens. . . . .  | 425 | 26 avril | Arrêté n° 1815 FT relatif à l'attribution d'une subvention (office municipal de gestion de la piscine). . . . .  | 431 |
| 24 avril | Arrêté n° 280 AE portant agrément au code des investissements de la Polynésie française de la "S.A.R.L. Pop's détergent" pour son activité de fabrication, de conditionnement et de commercialisation de poudre détergente à usage ménager. . . . .  | 426 | 26 avril | Arrêté n° 1817 AA rendant exécutoire la délibération n° 78-60 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale complétant le décret modifié n° 55-972 du 16 juillet 1955 relatif aux saisies-arrêts, cessions et retenues sur les traitements des salaires des travailleurs visés par l'article 1er de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952, pris en application de l'article 108 de ladite loi. . . . . | 432 |
| 24 avril | Arrêté n° 281 AE portant agrément de la société "Tere Tuamotu" au code des investissements de la Polynésie française pour son activité d'hôtellerie, de restauration et de transports maritimes à Rangiroa. . . . .  | 426 | 26 avril | Arrêté n° 1818 AA rendant exécutoire la délibération n° 78-62 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant modification des taux des droits de consommation applicables aux tabacs. . . . .   | 432 |
| 24 avril | Arrêté n° 282 AE portant agrément au code des investissements de la Polynésie française de la "S.A.R.L. Tikichimic" pour son activité de fabrication de différents produits de nettoyage et d'emballages en matière plastique. . . . .   | 427 | 27 avril | Arrêté n° 300 AA constatant la désignation du représentant des associations de parents d'élèves de l'enseignement privé au comité économique et social. . . . .  | 434 |
| 24 avril | Arrêté n° 283 AE portant agrément de la société "Tahaa Village" au code des investissements de la Polynésie française pour son activité d'hébergement et de restauration à Tahaa. . . . .  | 428 | 27 avril | Arrêté n° 1844 AA rendant exécutoire la délibération n° 78-59 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant modification du budget territorial - exercice 1978 (report crédits équipement 1977). . . . .   | 434 |
| 24 avril | Arrêté n° 284 AE modifiant l'arrêté n° 3319 AE du 6 juillet 1977 portant agrément de la S.A. "Conserverie du Pacifique" au code des investissements de la Polynésie française . . . . .  | 428 | 27 avril | Arrêté n° 1845 AA rendant exécutoire la délibération n° 78-63 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant modification du budget territorial pour l'exercice 1978 (achat de matériel médical). . . . .   | 435 |
| 24 avril | Arrêté n° 286 D autorisant le navire "Lady Scotia" à accoster et à décharger sa cargaison à Bora-Bora. . . . .   | 429 | 28 avril | Arrêté n° 1857 AA rendant exécutoire la délibération n° 78-46 du 23 mars 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale accordant l'exonération du droit fiscal d'entrée et du droit fiscal d'entrée temporaire à l'importation de la viande bovine congelée, destinée exclusivement à la fabrication de conserves de viande. . . . .  | 436 |
| 24 avril | Arrêté n° 289 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive "Vélo Club Orohena". . . . .  | 429 | 28 avril | Arrêté n° 1858 AA rendant exécutoire la délibération n° 78-61 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant modification de l'article 7 de la délibération n° 70-54 du 2 juillet 1970 rendue exécutoire par arrêté n° 1929 AA/ENR du 8 juillet 1970 (vignette pour les véhicules à usage agricole). . . . .  | 437 |
| 24 avril | Décision n° 290 DOM déclassant de la voirie territoriale une portion de route sise à Haapiti-Moorea et autorisant l'échange de terrains entre le territoire et un particulier. . . . .   | 429 |          |  |     |
| 24 avril | Arrêté n° 291 AU autorisant l'ouverture au public de l'établissement brasserie "Le Grand Café" à Papeete. . . . .  | 430 |          |  |     |

- 2 mai Arrêté n° 301 Eq. rectifiant l'arrêté n° 118 TP du 17 février 1978 ordonnant les enquêtes conjointes administratives préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire concernant les installations du dépôt d'hydrocarbure des îles Marquises à Taiohae, île de Nuku-Hiva, ainsi que la régularisation de la situation foncière de certaines parcelles occupées par des équipements à caractère public dans cette île (STPMIA - économie rurale - gendarmerie - prison - subdivision administrative des îles Marquises). . . . . 437
- 2 mai Arrêté n° 302 AE portant modification de l'arrêté n° 3319 AE du 6 juillet 1977, accordant l'agrément au code des investissements de la Polynésie française à la S.A.R.L. " Conserverie du Pacifique ". . . . . 438
- 2 mai Décision n° 303 FSH relative à l'ouverture de crédits nécessaires au règlement des annuités d'emprunt pour l'année 1978. . . . . 438
- 2 mai Décision n° 304 TLS modifiant l'arrêté modifié n° 1633 TLS du 25 mars 1976 nommant, pour les années 1976, 1977 et 1978, les membres de la commission consultative du travail. . . . . 439
- 2 mai Arrêté n° 1893 AA constatant l'élection d'un conseiller de gouvernement de la Polynésie française. . . . . 439
- 3 mai Arrêté n° 310 AA autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive " Fei-Pi ". . . . . 440
- 3 mai Décision n° 311 FT portant réglementation de la prise en charge par le budget annexe de l'hôpital territorial de Mamao des frais d'installation, d'entretien et d'abonnement des postes téléphoniques installés au domicile de certaines personnes ainsi que des taxes de communication à l'intérieur du territoire. . . . . 440
- 3 mai Décision n° 312 FT portant réglementation de la prise en charge par le budget du territoire des frais d'installation, d'entretien et d'abonnement des postes téléphoniques installés au domicile de certaines personnes ainsi que des taxes de communication à l'intérieur du territoire. . . . . 441
- 3 mai Arrêté n° 313 AU modifiant l'arrêté n° 68 AU du 25 janvier 1978 prescrivant la fermeture d'une salle de cinéma à Papeete. . . . . 441
- 3 mai Arrêté n° 1898 AA rendant exécutoires les délibérations n°s 78-54, 78-55, 78-56 et 78-57 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale : - habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique (aérodrome de Reao); habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique (aérodrome de Puka-Puka); - habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique (aérodrome de Pukarua); - habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique (aérodrome de Manihi). . . . . 442

- 3 mai Arrêté n° 1899 DOM portant affectation au secrétariat auprès du ministère de l'intérieur chargé des départements et territoires d'outre-mer d'une parcelle de la terre Hakapehi dite " Résidence du chef de circonscription administrative " à Taiohae (Nuku-Hiva). . . . . 443
- Rectificatif n° 1873 PEL du 28 avril 1978 à l'arrêté n° 324 PEL du 23 janvier 1978 fixant la date et les épreuves du concours de recrutement de gardiens de la paix, fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française. . . . . 444
- Extraits. . . . . 444

#### SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

- 1978 19 avril Décision n° 116 AE homologuant le prix de vente au détail des cigares, cigarettes et tabac. . . . . 447

#### SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES DU VENT

- 1978 19 avril Avenant n° 1710 IDV/A à la décision n° 73-874 IDV/AU du 14 janvier 1974 autorisant le morcellement Minona Cowan à Arue P.K. 4,600, côté mer. . . . . 447

#### AVIS OFFICIELS

- Service des affaires économiques.— Indice des prix de détail à la consommation familiale au 1er mai 1978. . . . . 448
- Service des douanes.— Cours des changes. . . . . 448
- Service de la curatelle.— Avis d'ouverture de la succession vacante de M. Basse Marius, Pierre, Léon, Gabriel . . . . . 448
- Service de l'aménagement du territoire.— Etat récapitulatif des autorisations de travaux immobiliers (mois d'avril 1978). . . . . 451
- Cabinet du haut-commissaire.— Avis d'expropriation pour cause d'utilité publique relatif aux travaux de réalisation du raccordement de la route de ceinture à la route de dégagement ouest de Papeete, dans la commune de Punaauia. . . . . 448
- Enquêtes de commodo et incommodo :  
- M. Alexandre Lehartel (Papeete). . . . . 453  
- M. Roger Tetuanui (Hitiaa O Te Ra). . . . . 453

#### PARTIE NON OFFICIELLE

- Annonces judiciaires. . . . . 453
- Annonces diverses. . . . . 453

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ARRETE INTERMINISTERIEL du 17 février 1978 fixant le montant des redevances afférentes à la délivrance des titres aéronautiques des navigants non professionnels de l'aéronautique civile.

Le ministre délégué à l'économie et aux finances, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer) et le secrétaire d'Etat

auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (Transports),

Vu le code de l'aviation civile, et notamment ses articles R. 433-1 et D. 410-2 ;

Vu l'arrêté du 7 avril 1952 modifié relatif aux brevets, licences et qualification des navigants de l'aéronautique civile ;

Vu l'arrêté du 15 mars 1973 créant un brevet, une licence et des qualifications de pilote de ballon libre ;

Vu les arrêtés des 15 décembre 1958 et 8 juin 1970 portant extension aux territoires d'outre-mer de la réglementation relative aux brevets, licences, qualifications et certificats des navigants de l'aéronautique civile,

#### Arrêtent :

**Article 1er.**— Le montant des redevances exigibles pour la délivrance des titres aéronautiques au personnel navigant non professionnel est fixé de la façon suivante, compte tenu de l'âge du candidat au jour de la délivrance en ce qui concerne les cartes de stagiaires, ou de la passation des épreuves en ce qui concerne les brevets et licences :

	Moins de vingt et un ans	Plus de vingt et un ans.
Carte de stagiaire	7 F.	15 F.
Brevet et licence de pilote de ballon libre	7 F.	15 F.
Brevet et licence de pilote privé avion, hélicoptère ou planeur	10 F.	30 F.

Les tarifs ci-dessus sont applicables à la délivrance des duplicata.

**Art. 2.**— Les carnets de vol ou carnets d'ascension sont délivrés moyennant une redevance de 30 F.

**Art. 3.**— Les redevances prévues à l'article 1er ci-dessus sont recouvrées par les comptables directs du Trésor et les régisseurs de recettes relevant de la direction générale de l'aviation civile suivant les règles applicables aux créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

**Art. 4.**— L'arrêté du 11 février 1974 fixant le montant des redevances afférentes à la délivrance des titres aéronautiques de navigant non professionnel de l'aéronautique civile est abrogé.

**Art. 5.**— Le présent arrêté, applicable dans les territoires d'outre-mer, sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 17 février 1978.

*Le ministre délégué à l'économie et aux finances,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur du budget,*

Par empêchement du directeur du budget :

*Le sous-directeur,*

Bernard PERRIN.

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur  
(Départements et territoires d'outre-mer),*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

*Le chargé de mission,*

Jean RIGOTARD.

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement  
et de l'aménagement du territoire (Transports),*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

*Le directeur du personnel  
et de l'administration générale,*

Michel MANGENOT.

**ARRETE INTERMINISTERIEL** du 2 mars 1978 fixant les conditions d'échange des virements postaux entre la France métropolitaine, les départements et les territoires d'outre-mer.

Le ministre délégué à l'économie et aux finances, le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer),

Vu le décret n° 74-220 du 26 février 1974 portant réglementation du service des chèques postaux dans les territoires d'outre-mer, et notamment son article 10 ;

Vu les actes du congrès de l'union postale universelle signés à Lausanne le 5 juillet 1974,

#### Arrêtent :

**Article 1er.**— L'échange des virements dans les relations entre la France métropolitaine et les départements d'outre-mer, d'une part, et les territoires d'outre-mer, d'autre part, ainsi que dans les relations entre territoires d'outre-mer s'effectue dans les conditions prévues par l'arrangement de l'union postale universelle concernant les chèques postaux et son règlement d'exécution, sous réserve des dispositions particulières fixées ci-après.

**Art. 2.**— Le montant des virements est illimité.

Il est exprimé en monnaie du pays de destination. La conversion est, le cas échéant, opérée sur la base du taux de parité en vigueur à la date de l'inscription au débit du compte du tireur.

**Art. 3.**— Les virements sont acheminés par avion. A la demande des tireurs, ils peuvent être transmis par la voie télégraphique.

**Art. 4.**— Chacun des centres de chèques postaux assurant le rôle de bureau d'échange en France et dans les territoires d'outre-mer se fait ouvrir à son nom, auprès du centre de chèques postaux correspondant, un compte courant postal de liaison au moyen duquel sont liquidées les dettes et créances réciproques résultant des échanges de virements et éventuellement toutes les autres opérations que les parties intéressées conviendraient de régler par ce moyen. Sur ce compte est entretenu, à l'initiative de son titulaire, un avoir suffisant pour permettre le prélèvement des sommes dues.

**Art. 5.**— L'alimentation des comptes courants postaux de liaison est effectuée par l'intermédiaire des comptables du Trésor désignés à cet effet suivant une procédure qui sera précisée dans une instruction signée par le directeur de la comptabilité publique du ministère de l'économie et des finances, le directeur général des postes du secrétariat d'Etat aux postes et télécommunications et le directeur général du bureau d'études des postes et télécommunications d'outre-mer.

**Art. 6.**— Le présent arrêté, qui entrera en vigueur à une date qui sera déterminée en accord entre les administrations intéressées, abroge toutes dispositions antérieures contraires, et notamment l'arrêté interministériel du 29 décembre 1955.

Art. 7.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 2 mars 1978.

*Le ministre délégué à l'économie et aux finances,*

Pour le ministre et par délégation :

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre délégué à l'économie et aux finances (Budget),*

Pierre BERNARD-REYMOND.

*Le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications,*

Norbert SEGARD.

*Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur (Départements et territoires d'outre-mer)*

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

*Le chargé de mission,*

Jean RIGOTARD.

## ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

DELIBERATION n° 77-126 du 25 novembre 1977 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse des dépôts et consignations (1).

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 41 FT en date du 7 novembre 1977 du conseil de gouvernement approuvée dans sa séance du 3 novembre 1977 ;

Vu la délibération n° 77-100 du 20 août 1977 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 172-77 du 25 novembre 1977 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 25 novembre 1977,

Adopte :

Article 1er.— Le chef du territoire est invité à réaliser auprès de la caisse des dépôts et consignations ou de l'une des caisses dont elle a la gestion, aux indications de ces établissements l'emprunt de la somme de cent millions CP (100.000.000 CP) soit cinq millions cinq cent mille francs français (5.500.000 FF) destiné à financer la deuxième tranche de travaux du lotissement social Erima, dans la commune d'Arue et dont le remboursement s'effectuera en 15 années à partir de 1979.

Le prêt portera intérêt au taux en vigueur à la date de l'établissement du contrat et dans la limite fixée par les autorités de tutelle pour les emprunts des collectivités locales de la métropole.

Art. 2.— Le territoire disposera, pour retirer les fonds, d'un délai de 6 mois à partir de la date de la signature du contrat par le directeur général de la caisse des dépôts.

Si, à l'expiration de ce délai, la totalité des fonds n'a pas été retirée, la caisse des dépôts procédera à l'annulation du contrat ou à la réduction de son montant.

(1) La délibération n° 77-125 du 25 novembre 1977, rendue exécutoire par l'arrêté n° 6202 AA du 29 décembre 1977, a été publiée au J.O.P.F. n° 2 du 31 janvier 1978.

Art. 3.— Pour se libérer de la somme empruntée, le territoire paiera 15 annuités constantes comprenant le capital et les intérêts calculés au taux indiqué ci-dessus.

Le territoire s'engage, pendant toute la durée du prêt à créer et à mettre en recouvrement en cas de besoin, les impositions directes nécessaires pour assurer le paiement de ces annuités.

Art. 4.— Toute annuité non versée à la date à laquelle elle sera devenue exigible portera intérêt de plein droit au taux du prêt majoré de 3 annuités.

Art. 5.— Le territoire aura la faculté d'effectuer des remboursements par anticipation au cours de la deuxième moitié de la période d'amortissement, mais seulement à la date d'une échéance normale et avec préavis d'un an.

Ces remboursements donneront lieu au paiement d'une indemnité égale au montant d'un semestre d'intérêts du capital remboursé par anticipation.

Art. 6.— Le territoire s'engage :

1°) à affecter, dès leur encaissement, à des remboursements anticipés pour lesquels il ne sera exigé ni préavis ni indemnité, les subventions qui viendraient à être attribuées après la réalisation du prêt et auraient pour effet de réduire sa participation dans le coût de l'opération à une somme inférieure au montant du prêt.

2°) à reverser sans délai les sommes non employées dans le cas où l'opération pour laquelle le prêt a été consenti ne serait pas réalisée ou serait d'un coût inférieur au montant prévu.

Art. 7.— Le territoire s'engage à prendre à sa charge les impôts présents et futurs ainsi que les droits et frais pouvant résulter du présent emprunt.

Art. 8.— Le chef du territoire est autorisé à signer le contrat à intervenir pour régler les conditions du prêt.

Art. 9.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Le secrétaire,*

André PORLIER.

*Le président,*

John TEARIKI.

DECISION n° 260 AC.DIR.INFRA du 17 avril 1978 déclarant d'utilité publique les travaux de construction de l'aérodrome de Puka-Puka (archipel des Tuamotu) et cessibles immédiatement les parcelles de terre nécessaires à la construction.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu la décision n° 246 AC.DIR.INFRA du 28 octobre 1977 ordonnant l'enquête administrative préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'aérodrome de Puka-Puka (archipel des Tuamotu) ;

Vu la décision n° 247 AC.DIR.INFRA du 28 octobre 1977 ordonnant le dépôt et la publication des plans parcellaires des terrains nécessaires à leur exécution ;

Vu les pièces constitutives des dossiers des enquêtes précitées ;

Considérant qu'aucune déclaration contraire à l'adoption du projet n'a été enregistrée ;

En ayant délibéré en sa séance du 12 avril 1978,

## Décide :

Article 1er.— Sont déclarés d'utilité publique les travaux de construction de l'aérodrome de Puka-Puka (archipel des Tuamotu) et, à cet effet, les acquisitions immobilières nécessaires à la réalisation des travaux.

Art. 2.— Les acquisitions immobilières à réaliser par voie d'expropriation en vue de la réalisation des travaux visés par le présent arrêté devront être effectuées dans un délai de 5 ans à compter de ce jour.

Art. 3.— Sont déclarées cessibles immédiatement conformément aux plans parcellaires ci-dessus visés, les parcelles de terre sises dans la commune de Puka-Puka (archipel des Tuamotu) et nécessaires aux travaux de construction de l'aérodrome de Puka-Puka telles que ces parcelles sont désignées au tableau ci-après :

Numéro des parcelles	Désignation des terres	Superficie à acquérir	Noms des propriétaires ou ayants droit tels qu'ils sont connus par l'administration
9	Tekena/Horotaha	01 ha 34 a 70 ca	Pihina Tutuhua
10	Tekena/Horotaha	01 ha 14 a 00 ca	Robson née Goubrey
11	Tekena/Horotaha	00 ha 67 a 70 ca	Tearo Tahuka
12	Tekena/Horotaha	00 ha 45 a 60 ca	Tamako Kapikura
13	Tekena/Horotaha	01 ha 78 a 00 ca	Teagi Matavai
14	Tekena/Horotaha	01 ha 71 a 00 ca	Maruake Tararoa
15	Tekena/Horotaha	00 ha 70 a 00 ca	Rua Tefau
16	Horotaha	00 ha 27 a 00 ca	Helme Sébastien
17	Horotaha	00 ha 29 a 00 ca	Teroro Temapu
18	Horotaha	00 ha 26 a 80 ca	Maria Nui
19	Horotaha	00 ha 69 a 00 ca	Tahuri Nui
20	Horotaha	00 ha 41 a 00 ca	Rerekue René
21	Horotaha	00 ha 60 a 50 ca	Teagi Teto
22	Horotaha	00 ha 33 a 30 ca	Puniava Tehina
23	Horotaha	00 ha 36 a 20 ca	Tetahui Tehu
24	Horotaha	00 ha 04 a 00 ca	Tuhoe Tararoa
25	Horotaha	00 ha 01 a 87 ca	Tuhoe Tararoa
26	Horotaha	00 ha 00 a 90 ca	Pereto Mereuru

Art. 4.— Le directeur de l'aviation civile, le chef du service de l'équipement, le chef du service des domaines et le maire de la commune de Puka-Puka sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 17 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

J. AMARU.

Vu et rendu exécutoire,

le 17 avril 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 271 A du 20 avril 1978 accordant une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete (immeuble de la S.C.I. Otahi à Arue, P.K. 3,800).

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération 65-84 du 19 octobre 1965 portant approbation du nouveau plan d'aménagement de l'agglomération de Papeete, rendue exécutoire par arrêté n° 3267 AA/TP du 3 novembre 1965 ;

Vu la délibération 74-20 du 14 février 1974 complétant le règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete, rendue exécutoire par arrêté n° 1481 AA du 22 avril 1974 ;

Vu l'arrêté n° 1500 AU du 24 avril 1974 fixant la composition et les attributions du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers, (COMAP) ;

Vu la demande en date du 4 janvier 1978 formulée par M. Jean-Pierre Baccino pour le compte de la S.C.I. Otahi ;

Vu l'avis du maire de la commune de Arue en date du 10 janvier 1978 ;

Vu le procès-verbal de la séance du 14 décembre 1977 du comité consultatif d'agrément préalable des travaux immobiliers (COMAP) ;

Vu les rapports n°s 129 AU/UOC et 428 A/UOC des 24 janvier et 20 mars 1978 établis par le chef du service de l'aménagement du territoire ;

En ayant délibéré en séance du 29 mars 1978,

## Arrête :

Article 1er.— Une dérogation au règlement d'urbanisme de l'agglomération de Papeete est accordée à la société civile immobilière Otahi dans le cadre de la construction d'un groupe de trois immeubles à usage d'habitation sur un terrain sis dans la commune de Arue, entre le prolongement de l'Avenue du Général De Gaulle et le lagon, (où se trouvait l'ancien hôtel Arahiri).

Art. 2.— La dérogation accordée par le présent arrêté porte sur l'article 12 H du règlement et permet de réaliser un bâtiment d'une hauteur de 12,36 m au faitage et de 11,08 m dans le plan de la façade au lieu de 7 m ; le bâtiment devant en outre être surmonté d'une construction de 6,32 m par 4,84 m, destinée à abriter les cages d'ascenseurs culminant à 14,01 m.

Art. 3.— La dérogation accordée par le présent arrêté deviendra caduque, si, dans le délai d'un an à compter de sa publication, le dossier de demande de permis de construire n'est pas déposé.

Art. 4.— Le présent arrêté ne fait pas échec aux dispositions réglementaires de construction, d'hygiène et de sécurité dont l'application sera vérifiée lors de l'examen dans le cadre de la procédure d'autorisation de travaux immobiliers.

Art. 5.— Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la Polynésie française.

Papeete, le 20 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

J. AMARU.

Vu et rendu exécutoire,

le 20 avril 1978.

Le haut-commissaire,

Paul COUSSERAN.

ARRETE n° 272 FT du 20 avril 1978 portant modification du plan de campagne 1974 du fonds spécial d'équipement routier.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment l'article 21 ;

Vu la délibération n° 61-136 du 28 décembre 1961 portant création d'un fonds spécial d'équipement routier, ensemble les textes modificatifs ;

Vu l'arrêté n° 1908 FT du 22 mai 1974 rendant exécutoire le plan de campagne 1974 du fonds spécial d'équipement routier ;

Sur proposition du comité de gestion du fonds spécial d'équipement routier dans sa séance du 11 janvier 1978 ;

Vu l'approbation de la commission permanente de l'assemblée territoriale dans sa séance du 30 mars 1978 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 22 février 1978,

Arrête :

Article 1er.— Le plan de campagne 1974 du fonds spécial d'équipement routier est modifié comme suit :

	Crédits annulés
9/74 - Construction passerelle Mahina	6.000.000
11/74 - Aménagement route ceinture Moorea (Haapiti)	3.849.000
	<u>9.849.000</u>

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,  
F. SANFORD

Vu et rendu exécutoire,  
le 20 avril 1978.

Le haut-commissaire,  
Par délégation :  
Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 273 FT du 20 avril 1978 portant modification du plan de campagne 1975 du fonds spécial d'équipement routier.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment son article 21 ;

Vu la délibération n° 61-136 du 28 décembre 1961 portant création d'un fonds spécial d'équipement routier, ensemble les textes modificatifs ;

Vu l'arrêté n° 2824 FT du 18 juin 1975 rendant exécutoire le plan de campagne 1975 du fonds spécial d'équipement routier ;

Sur proposition du comité de gestion du fonds spécial d'équipement routier, dans sa séance du 11 janvier 1978 ;

Vu l'approbation de la commission permanente de l'assemblée territoriale dans sa séance du 30 mars 1978 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 22 février 1978,

Arrête :

Article 1er.— Le plan de campagne 1975 du fonds spécial d'équipement routier est modifié comme suit :

	Crédits annulés
9/75 - Construction Pont Mahina	6.000.000
13/75 - Route Anau (aérodrome)	1.000.000
	<u>7.000.000</u>

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 20 avril 1978.

Le haut-commissaire,  
Par délégation :  
Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 274 FT du 20 avril 1978 rendant exécutoire le plan de campagne 1978 du fonds spécial d'équipement routier.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, en son article 21 ;

Vu la délibération n° 61-136 du 28 décembre 1961 portant création d'un fonds spécial d'équipement routier ensemble les textes modificatifs ;

Sur proposition du comité de gestion du fonds spécial d'équipement routier, dans sa séance du 11 janvier 1978 ;

Vu l'approbation de la commission permanente de l'assemblée territoriale dans sa séance du 30 mars 1978 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 22 février 1978,

Arrête :

Article 1er.— Le plan de campagne 1978 du fonds spécial d'équipement routier est arrêté comme suit :

1/78 - Amortissement des emprunts	15.655.000
2/78 - Glissières de sécurité routière	10.000.000
3/78 - Signalisation routière horizontale et panneaux	5.000.000
4/78 - Aménagements arrêts de truck	7.000.000
5/78 - Revêtement superficiel route de ceinture de Tahiti	15.000.000

6/78 - Elargissement et protection RC Tahiti PK 20,5 Est	2.000.000
7/78 - Rectification du virage de Vairao PK 11 (CNEXO)	2.000.000
8/78 - Elargissement pont Hitiaa PK 37,2 Est	5.000.000
9/78 - Route d'accès au relais TV Bora-Bora	4.000.000
	<u>65.655.000</u>

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 20 avril 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*  
J.-R. GARNIER.

**ARRETE n° 276 AA du 20 avril 1978 constatant les désignations des représentants des groupements professionnels, des organismes et associations représentés au comité économique et social.**

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Vu la décision n° 384 SGA/AE du 19 décembre 1977 relative aux attributions, à l'organisation et au fonctionnement du comité économique et social de la Polynésie française, notamment son article 7 ;

Vu la décision n° 385 C.G du 19 décembre 1977 relative à la désignation des groupements professionnels, des organismes et des associations représentés au comité économique et social ;

Vu les lettres et procès-verbaux de désignation des représentants des groupements professionnels, des organismes et des associations représentés au comité économique et social ;

En ayant délibéré en séance du 19 avril 1978,

**Arrête :**

**Article 1er.**— Sont constatées les désignations des représentants des groupements professionnels, des organismes et des associations représentés au comité économique et social de la Polynésie française auxquelles il a été procédé conformément aux dispositions de l'article 6 de la décision n° 384 SGA/AE du 19 décembre 1977 susvisée.

**Art. 2.**— Le tableau annexé au présent arrêté fixe la liste des membres du comité économique et social.

**Art. 3.**— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 20 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 20 avril 1978.

*Le haut-commissaire,*  
Paul COUSSERAN.

#### COMPOSITION DU COMITE ECONOMIQUE ET SOCIAL DE POLYNESIE FRANCAISE

Groupement Associations Organismes	Nbre de Sièges	Représentants
<b>1) Organisations professionnelles et syndicales représentatives des salariés</b>		
Fédération des syndicats de Polynésie française	4	M. Henri Rohfritsch M. Gaston Lo M. Yves Lo
Syndicat autonome des travailleurs de Polynésie	1	M. Patrice Colombani
Centrale des travailleurs autonomistes polynésiens	1	M. Nino Scaranto
Syndicat territorial des instituteurs de Polynésie	1	M. Jean-Claude Lichtlé
Union territoriale des syndicats démocratiques	1	M. Robert Salvanyagam
Syndicat des cadres de la fonction publique		
Syndicat des cadres d'entreprises de la Polynésie française		
Syndicat polynésien des cadres	1	M. Joël Allain
<b>2) Représentation des employeurs</b>		
Syndicat patronal du bâtiment et des travaux publics	2	M. Jack Favié M. Teari Taputuarai fils dit co-co
Syndicat des industriels de la Polynésie française	2	M. Emile Massal
Fédération polynésienne hôtelière de l'industrie touristique		
Union polynésienne de l'hôtellerie	2	M. Charles Poroi
Union interprofessionnelle du tourisme		M. Lérie Rey
Syndicat des importateurs, négociants et commerçants détaillants	1	M. Jules Changues
Chambre de commerce et d'industrie	1	M. Edouard Vincent
Association des transporteurs aériens internationaux de Polynésie française	1	M. Henri Ruer



Groupement Associations Organismes	Nbre de Sièges	Représentants
Professions libérales :		
Ordre national des médecins, conseil de la section locale de la Polynésie française		
Délégation locale de la 3e sous-section géographique des territoires d'outre-mer de la section F du conseil de l'ordre national des pharmaciens		
Ordre des avocats de Papeete		
Syndicat des masseurs kinésithérapeutes		
Syndicat des pharmaciens		
Syndicat des prothésistes dentaires indépendants		
Association professionnelle des experts comptables et comptables de Polynésie française		
Société des architectes de Polynésie française		
Groupement professionnel des architectes		
Ordre des chirurgiens dentistes	1	M. Claude Girard
3) Représentation des secteurs de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et de l'artisanat		
Chambre d'agriculture et d'élevage	4	M. Fernand Stein M. Joseph Sham Koua M. Charles Garnier
Syndicat des armateurs et pêcheurs professionnels de haute mer de Polynésie	1	M. Warren Ellacott
Association des artisans de Polynésie	1	Mme Caroline Solari
4) Associations et organismes représentés au titre des activités familiales, scientifiques, culturelles éducatives et sportives		
Fédération des associations de parents d'élèves de l'enseignement privé		
Fédération des associations de parents d'élèves de l'enseignement public		
Centre national d'exploitation des océans et commissariat à l'énergie atomique	1	M. J. de Chazeaux
Académie tahitienne	1	M. Elie Salmon dit Nédo
Comité territorial des sports	1	M. Napoléon Spitz
Maison des jeunes, maison de la culture de la Polynésie française	1	M. Alban Ellacott

ARRETE n° 1728 AA du 20 avril 1978 *rendant exécutoire la délibération n° 78-42 du 23 mars 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.*

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, Chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

**Arrête :**

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 78-42 du 23 mars 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale habilitant le haut-commissaire de la République, chef du territoire, à signer un avenant à la convention avec l'Etat et la société Air Polynésie.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 avril 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 78-42 du 23 mars 1978 *habilitant le haut-commissaire de la République, chef du territoire, à signer un avenant à la convention avec l'Etat et la société Air Polynésie.*

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la convention liant l'Etat, le territoire de la Polynésie française et la société Air Polynésie ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, portant délégation de pouvoirs à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 28 AC.DIR du 17 février 1978 du conseil de gouvernement approuvée en séance le 15 février 1978 ;

Vu le rapport n° 46-78 du 23 mars 1978 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 mars 1978,

**Adopte :**

Article 1er.— Le haut-commissaire de la République française, chef du territoire est habilité à signer l'avenant ci-annexé prorogeant la convention entre l'Etat, le territoire de la Polynésie française et la société Air Polynésie pour l'exploitation des services aériens intérieurs du territoire.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,  
André PORLIER.

Le président,  
John TEARIKI.

**AVENANT à la convention, entre l'Etat, le territoire de la Polynésie française et la société Air Polynésie.**

Entre le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Équipement et de l'aménagement du territoire (Transports) stipulant au nom de l'Etat

d'une part,

M. le haut-commissaire de la République, chef du territoire, président du conseil de gouvernement, habilité à signer le présent avenant avec l'Etat et la société Air Polynésie par délibération n° du de l'assemblée territoriale,

d'autre part,  
et enfin

M. Sene agissant en qualité de président directeur général d'Air Polynésie en vertu des pouvoirs à lui conférés par le conseil d'administration de la société Air Polynésie/RAI le 20 juin 1975 et au nom de la " société Air Polynésie/RAI " au capital de 50.000.000 de francs CFP dont le siège social est à Papeete, quai Bir Hakeim.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er.— Est reconduite pour année, à compter du 1er janvier 1978, la convention telle qu'adoptée par délibération n° 71-172 du 10 novembre 1971 de l'assemblée territoriale à l'exception de son article 11, § 2 modifié à l'article 2 ci-après.

Art. 2.— Les dispositions de l'article 11, § 2 de la convention précitée sont modifiées ainsi qu'il suit :

" Elle pourra être dénoncée sous condition d'un préavis de six mois à la demande des parties au contrat ".  
(alinéas a) et b) inchangés).

Pour le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire :

*Le directeur général de l'aviation civile,*

C. ABRAHAM.

*Le haut-commissaire de la République  
chef du territoire,*

P. COUSSERAN.

*Le président directeur général  
de la société Air Polynésie,*

M. SENE.

ARRETE n° 1729 AA du 20 avril 1978 rendant exécutoire la délibération n° 78-50 du 30 mars 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

**Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,**

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 78-50 du 30 mars 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, modifiant le nombre et la répartition des officines de pharmacie en Polynésie française.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 20 avril 1978.

*Le haut-commissaire,*

**Par délégation :**

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 78-50 du 30 mars 1978 modifiant le nombre et la répartition des officines de pharmacie en Polynésie française.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 54-418 du 15 avril 1954 étendant aux territoires d'outre-mer certaines dispositions du code de la santé publique, et le décret n° 55-1122 du 16 août 1955, promulgués par arrêté n° 1331 AA du 30 septembre 1955 ;

Vu la délibération n° 72-154 du 28 décembre 1972 relative à la fixation du nombre et de la répartition des officines de pharmacie en Polynésie, modifiée par les délibérations n° 73-102, 76-98 et 77-90 des 23 août 1973, 5 août 1976 et 10 août 1977 ;

Vu l'avis de l'inspecteur de la pharmacie et du délégué local de la sous-section F de l'ordre des pharmaciens ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 47 AA du 21 novembre 1977 du conseil de gouvernement, approuvée dans sa séance du 16 novembre 1977 ;

Vu le rapport n° 57-78 du 30 mars 1978 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 30 mars 1978,

Adopte :

Article 1er.— L'article 1er modifié de la délibération n° 72-154 du 28 décembre 1972 susvisée est complété comme suit :

- Moorea . . . . . 1 officine.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Le secrétaire,*

André PORLIER.

*Le président,*

John TEARIKI.

ARRETE n° 1736 AA du 20 avril 1978 convoquant l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session ordinaire, dite session administrative.

**Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,**

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 35 ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Vu la lettre n° 278-159 du 13 avril 1978 du vice-président de la commission permanente fixant la date d'ouverture de la première session ordinaire de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 19 avril 1978,

**Arrête :**

Article 1er.— L'assemblée territoriale de la Polynésie française est convoquée en session ordinaire, dite session administrative, pour le vendredi 28 avril 1978 à 9 heures.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 20 avril 1978.

*Le haut-commissaire,*

*Par délégation :*

*Le secrétaire général,*

**J.-R. GARNIER.**

**ARRETE n° 1737 AA du 20 avril 1978 convoquant le comité économique et social de la Polynésie française en session ordinaire.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 60 ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en océanie ;

Vu la décision n° 384 SGA/AE du 10 décembre 1977 relative aux attributions, à l'organisation et au fonctionnement du comité économique et social de la Polynésie française, notamment son article 11 ;

Vu la décision n° 385 CG du 19 décembre 1977 relative à la désignation des groupements professionnels, des organismes et des associations représentés au comité économique et social ;

Vu l'arrêté n° 1736 AA du 20 avril 1978 convoquant l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session ordinaire, dite session administrative ;

Vu l'arrêté n° 276 AA du 20 avril 1978 constatant les désignations des représentants des groupements professionnels, des organismes et associations représentés au comité économique et social ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 19 avril 1978,

**Arrête :**

Article 1er.— Le comité économique et social de la Polynésie française est convoqué en session ordinaire le vendredi 28 avril 1978 à 15 heures.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 20 avril 1978.

*Le haut-commissaire,*

*Par délégation :*

*Le secrétaire général,*

**J.-R. GARNIER.**

**ARRETE n° 277 Eq. du 21 avril 1978 modifiant les dispositions de l'arrêté n° 287 TP du 16 novembre 1977 ordonnant les enquêtes conjointes, administrative préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire concernant les travaux de construction d'un collège d'enseignement secondaire ainsi que les travaux de raccordement de la route d'urbanisation des collines d'Arue (nécessaires pour la desserte de cet établissement) à la route de ceinture dans son emprise future.**

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant d'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 287 TP du 16 novembre 1977 ordonnant les enquêtes conjointes, administrative préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire, concernant les travaux de construction d'un collège d'enseignement secondaire ainsi que les travaux de raccordement de la route d'urbanisation des collines d'Arue (nécessaires pour la desserte de cet établissement) à la route de ceinture dans son emprise future ;

Vu les pièces du dossier ;

Vu le projet des travaux précités, les plans parcellaires et l'état y annexé, indiquant les superficies des terrains atteints et les noms des propriétaires, tels qu'ils ont été relevés aux documents fonciers et cadastraux ;

Vu le procès-verbal de carence en date du 4 janvier 1978 de M. le président de la commission d'enquête, créée en application de l'article 9 du décret du 5 novembre 1936 et de l'article 6 de l'arrêté n° 287 TP du 16 novembre 1977 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 12 avril 1978,

**Arrête :**

Article 1er.— Les opérations effectuées en application de l'arrêté n° 287 TP du 16 novembre 1977 sont déclarées infructueuses et il convient de reprendre la procédure selon les dispositions ci-après :

Art. 2.— Il sera procédé, conformément au titre II du décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en Polynésie française, à deux enquêtes, l'une administrative préalable à la déclaration d'utilité publique, l'autre parcellaire, au sujet des travaux de construction d'un collège d'enseignement secondaire ainsi que des travaux de raccordement de la route d'urbanisation des collines d'Arue (nécessaires pour la desserte de cet établissement) à la route de ceinture dans son emprise future.

Art. 3.— En conséquence deux dossiers, l'un comprenant le plan du projet, l'autre comprenant les plans parcellaires avec indication des superficies des terrains atteints et les noms des propriétaires resteront déposés à la mairie d'Arue pendant 10 jours consécutifs du 22 mai 1978 au 1er juin 1978 inclusivement, où chacun pourra en prendre connaissance aux heures ouvrables et produire, s'il y a lieu, ses observations, tant sur le principe du projet que sur les plans parcellaires.

Art. 4.— Un avertissement annonçant ces dépôts sera tout d'abord, avant le 22 mai 1978, date fixée pour l'ouverture de ces enquêtes, publié par voie d'affiche à la porte de la mairie d'Arue. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par un certificat du maire.

Le présent arrêté sera en outre, avant la même date, inséré dans le *Journal officiel* de la Polynésie française et dans trois journaux quotidiens de langue française paraissant dans le territoire. Il sera également diffusé sur les antennes de F.R. 3.

Notification individuelle préalable du dépôt sera également faite aux propriétaires concernés, conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 5 novembre 1936.

Art. 5.— Sont désignés en qualité de commissaire enquêteur, en ce qui concerne l'utilité publique du projet, M. Irving Bennett, militaire retraité demeurant à Arue, et en qualité de commissaire enquêteur suppléant, M. Georges Barral, fonctionnaire retraité, demeurant à Punaauia.

Art. 6.— Le commissaire enquêteur, à l'expiration du délai de 10 jours ci-dessus fixé, c'est-à-dire, dès le 2 juin 1978, recevra dans les bureaux de la mairie d'Arue, pendant 3 jours pleins et consécutifs du 5 juin 1978 au 7 juin 1978 inclusivement, les déclarations des habitants et intéressés sur l'utilité publique des travaux projetés. Les intéressés pourront consigner directement leurs observations sur le registre ouvert spécialement à cet effet ou les adresser par écrit au commissaire enquêteur qui les visera et les annexera au dit registre.

Art. 7.— Lorsque les délais précités seront expirés, le commissaire enquêteur procédera à la clôture du registre d'enquête sous sa signature, rédigera son rapport et transmettra toutes les pièces à M. le haut-commissaire de la République en Polynésie française, président du conseil de gouvernement, avec son avis motivé.

Art. 8.— Parallèlement, le maire de la commune d'Arue consignera sur un registre qu'il ouvrira à cet effet, les déclarations et réclamations qui lui auront été faites sur le plan parcellaire et que les parties qui comparaitront seront requises de signer. Il y annexera celles qui lui seront transmises par écrit, il y mentionnera les déclarations d'élection de domicile faites par les propriétaires des immeubles et par les autres intéressés.

Art. 9.— Ce registre sera clos dès le 2 juin 1978 et signé par le maire d'Arue qui le transmettra à M. le président de la commission mentionnée à l'article suivant.

Art. 10.— Sont désignés pour faire partie de la commission prévue par l'article 9 du décret du 5 novembre 1936 :

- M. le chef de la subdivision administrative des îles du Vent, ou son représentant, président,
- M. le maire de la commune d'Arue ou son représentant, membre (sans voix délibérative),
- M. J. Chin Foo, ingénieur au service de l'équipement, membre,
- M. Antoni Ellacott, propriétaire à Papeete, membre,
- M. Maraauria Toto dit Hérault, propriétaire à Arue, membre,
- M. Pierre Juventin, secrétaire général de mairie, membre,
- M. Pihatarie Jean-Pierre, propriétaire à Pirae, Membre,
- M. James Nordhoff, propriétaire à Punaauia, membre suppléant,
- M. Léon Cérans Jérusalémy, propriétaire à Papeete, membre suppléant.

La commission se réunira dans les bureaux de la subdivision administrative des îles du Vent à Papeete et recevra, pendant un délai de 8 jours pleins et consécutifs du 5 juin 1978 au 12 juin 1978 durant les heures ouvrables, les observations des propriétaires. Elle les appellera toutes

les fois qu'elle le jugera nécessaire. Elle donnera son avis tant sur les observations et réclamations consignées au registre dressé par le maire d'Arue, en exécution de l'article 8 ci-dessus, que sur celles qui lui seront adressées directement. Ses opérations devront être terminées dans un délai de 10 jours à partir de sa première réunion, c'est-à-dire, le 14 juin 1978 et procès-verbal en sera dressé.

Art. 11.— Si la commission propose quelques changements au projet, avis sera donné immédiatement aux propriétaires que ces changements pourraient intéresser, conformément aux articles 6, 7 et 11 du décret du 5 novembre 1936.

Pendant huitaine à dater de cet avertissement, le registre et les pièces resteront déposés dans les bureaux de la subdivision administrative des îles du Vent à Papeete où les parties intéressées pourront en prendre communication sans déplacement et sans frais et fournir leurs observations écrites.

Art. 12.— Dans les trois jours suivants, le président de la commission transmettra toutes les pièces de l'enquête à M. le haut-commissaire, chef du territoire.

Art. 13.— M. le chef du service de l'équipement, M. l'administrateur, chef de la subdivision administrative des îles du Vent, M. le maire de la commune d'Arue, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 21 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

J. AMARU.

Vu et rendu exécutoire,

le 21 avril 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1746 FT du 21 avril 1978 accordant une avance sur subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu la lettre de la SDAP en date du 21 avril 1978 ;

Vu les inscriptions budgétaires,

Arrête :

Article 1er.— Une avance de sept millions cinq cent mille francs (7.500.000 CFP) sur sa subvention 1978 est accordée à la société pour le développement de l'agriculture et de la pêche.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget du territoire chapitre 45-01, article 70, exercice 1978.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 21 avril 1978.

*Le haut-commissaire,*

*Par délégation :*

*Le secrétaire général,*  
J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 278 AE du 24 avril 1978 portant agrément de la "S.A. Marara" au code des investissements de la Polynésie française pour son activité d'hôtellerie et de restauration à Bora-Bora.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée par la "S.A. Marara" ;

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en séance du 19 avril 1978,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française, institué par la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 est accordé au titre de l'article 3, paragraphe F de ladite délibération à la S.A. Marara pour son activité d'hôtellerie et de restauration à Bora-Bora.

Art. 2.— La S.A. Marara bénéficiera des exonérations prévues :

- à l'article 30, soit l'exonération des droits d'enregistrement, de transcription et taxes sur les formalités hypothécaires, sur les augmentations de capital, l'acquisition ou la prise à bail de biens immobiliers ou de navires conformément au dernier alinéa du même article 30, des mêmes droits perçus lors de la constitution de la société et des prises à bail ou acquisitions de terrains faites depuis cette constitution seront restitués.

- aux articles 31, 32 et 33, soit l'affranchissement de la contribution des patentes, l'exemption de l'impôt foncier bâti, l'affranchissement de l'impôt sur les sociétés et sur les transactions en cas de transformation, l'exonération de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

Art. 3.— La S.A. Marara bénéficiera de la prime d'équipement au taux de 7 % (ile autre que Tahiti ou Moorea) majoré de 3 points compte tenu que le projet aura un style et utilisera des matériaux locaux, soit un taux de

prime de 10 %, conformément au titre V de la délibération n° 76-89 susvisée, et de la prime et la surprime à l'emploi comme prévu dans le titre VI de la même délibération.

Art. 4.— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation de la commission d'agrément au code des investissements.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 24 avril 1978.

*Le haut-commissaire,*

*Par délégation :*

*Le secrétaire général,*  
J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 279 AE du 24 avril 1978 portant agrément de la "S.A.R.L. société des mers du sud" au code des investissements de la Polynésie française pour son activité d'impression sur tissus de motifs tahitiens.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée par la S.A.R.L. société des mers du sud ;

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en séance du 19 avril 1978,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française, institué par délibération n° 76-89 du 5 août 1976, est accordé à la "S.A.R.L. société des mers du sud" au titre de l'article 3, paragraphe H de ladite délibération, pour son activité d'impression sur tissus de motifs tahitiens.

Art. 2.— La société des mers du sud bénéficiera des exonérations prévues :

- à l'article 30, soit l'exonération des droits d'enregistrement sur la constitution de la société et sur l'acquisition ou la prise à bail de biens immobiliers nécessaires à la réalisation du projet agréé ;

- aux articles 31, 32 et 33, soit l'affranchissement pour une durée de 8 ans, de la contribution des patentes, de l'impôt foncier bâti, de l'impôt sur les bénéfices des sociétés et de l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers.

Art. 3.— La S.A.R.L. société des mers du sud bénéficiera de la prime d'équipement au taux de 10 % conformément aux dispositions du titre V de la délibération n° 76-89 du 5 août 1976, susvisée, et de la prime à l'emploi comme prévu au titre VI de la même délibération.

Art. 4.— Conformément à l'article 28 du code, la S.A.R.L. société des mers du sud bénéficiera des avantages douaniers suivants :

- entrepôt fictif permettant le stockage en hors-taxes des tissus importés ;
- admission temporaire pour permettre le travail en hors-taxes des tissus importés.

Art. 5.— Les contestations pouvant surgir des dispositions qui précèdent seront soumises à l'application de la commission d'agrément au code des investissements.

Art. 6.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 24 avril 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 280 AE du 24 avril 1978 portant agrément au code des investissements de la Polynésie française de la "S.A.R.L. Pop's détergent" pour son activité de fabrication, de conditionnement et de commercialisation de poudre détergente à usage ménager.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée par la S.A.R.L. pop's détergent ;

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en séance du 19 avril 1978,

Arrête :

Article 1er.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française, institué par la délibération n° 76-89 du 5 août 1976, est accordé au titre de l'article 3, paragraphe M de ladite délibération complétée par l'arrêté n° 72 AE du 5 janvier 1977, à la S.A.R.L. pop's détergent pour son activité de fabrication, de conditionnement et de commercialisation de poudre détergente à usage ménager.

Art. 2.— La S.A.R.L. pop's détergent bénéficiera de la prime à l'emploi conformément aux dispositions du titre VI de la délibération n° 76-89 du 5 août 1976, susvisée.

Art. 3.— La S.A.R.L. pop's détergent devra se soumettre aux engagements suivants, imposés par le service d'hygiène et de salubrité publique :

- fabrication limitée aux produits bio-dégradables ;
- communication aux autorités administratives de la liste matières actives utilisées et de leur concentration dans les produits finis ;
- protection du personnel par toutes mesures appropriées (gants, masques...) variables selon la nature des produits chimiques utilisés ;
- protection de l'environnement par un dispositif de récupération et de neutralisation des produits chimiques et par une isolation convenable des locaux destinés à la fabrication des produits détergents et au stockage des matières premières et des produits finis.

Art. 4.— La commercialisation de la production de la S.A.R.L. pop's détergent sera soumise à la liberté contrôlée des prix.

Art. 5.— Le droit d'entrée des matières premières importées entrant dans la fabrication ou le conditionnement des produits détergents commercialisés par la S.A.R.L. pop's détergent sera uniformément abaissé à 7 %.

Art. 6.— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation de la commission d'agrément au code des investissements.

Art. 7.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 24 avril 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 281 AE du 24 avril 1978 portant agrément de la société "Tere Tuamotu" au code des investissements de la Polynésie française pour son activité d'hôtellerie, de restauration et de transports maritimes à Rangiroa.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée par la société "Tere Tuamotu" ;

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en séance du 19 avril 1978,

**Arrête :**

**Article 1er.**— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française, institué par la délibération n° 76-89 du 5 août 1976, est accordé au titre de l'article 3, paragraphe F de ladite délibération, à la société "Tere Tuamotu" pour son activité d'hôtellerie, de restauration et de transports maritimes à Rangiroa.

**Art. 2.**— La société "Tere Tuamotu" bénéficiera des exonérations prévues :

- à l'article 30, soit l'exonération des droits d'enregistrement sur la constitution de la société et sur l'acquisition ou la prise à bail des biens immobiliers nécessaires à la réalisation de l'activité agréée. Si ces actes ont déjà donné lieu à perception, les sommes perçues pourront être remboursées dans les limites prévues à l'article 30, dernier alinéa ;

- aux articles 31 et 32 soit l'affranchissement de la contribution des patentes, et l'exemption de l'impôt foncier bâti et de l'impôt sur les transactions pendant une durée de 8 années.

**Art. 3.**— La société "Tere Tuamotu" bénéficiera de la prime d'équipement au taux maximum de 10 % majoré de 3 points, le projet ayant un style et utilisant des matériaux locaux, conformément aux dispositions du titre V de la délibération 76-89 du 5 août 1976. La partie du projet mis en œuvre moins de six mois avant la date du dépôt de la demande se verra exceptionnellement attribuer la prime conformément à l'article 14 de la même délibération. Enfin, suite au titre VI de la délibération susvisée, la société Tere Tuamotu se verra octroyer la prime à l'emploi.

**Art. 4.**— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'application de la commission d'agrément au code des investissements.

**Art. 5.**— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

**F. SANFORD.**

Vu et rendu exécutoire,

le 24 avril 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

**J.-R. GARNIER.**

**ARRETE n° 282 AE du 24 avril 1978 portant agrément au code des investissements de la Polynésie française de la "S.A.R.L. Tikichimic" pour son activité de fabrication de différents produits de nettoyage et d'emballages en matière plastique.**

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

**Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, et notamment ses articles 20 et 21 ;**

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée par la "S.A.R.L. Tikichimic" ;

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en séance du 19 avril 1978,

**Arrête :**

**Article 1er.**— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française, institué par la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 est accordé au titre de l'article 3, paragraphe H, de ladite délibération à la S.A.R.L. Tikichimic pour son activité de fabrication de différents produits de nettoyage et d'emballages en matière plastique.

**Art. 2.**— La S.A.R.L. Tikichimic bénéficiera des exonérations prévues :

- à l'article 30, soit l'exemption de tous droits exigibles lors de la constitution de la société, des augmentations ultérieures de capital et d'acquisition ou prises à bail de biens immobiliers. Si ces actes ont déjà donné lieu à perception, les sommes perçues pourront être remboursées dans les limites prévues à l'article 30, dernier alinéa ;

- aux articles 31, 32 et 33, soit l'exonération pour une durée de 6 ans de la contribution des patentes, de l'impôt foncier bâti, de l'impôt sur les bénéfices de la société et de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.

**Art. 3.**— La "S.A.R.L. Tikichimic" bénéficiera d'une prime d'équipement au taux de 8 % conformément à l'article 37, paragraphe 2 titre V de la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 et d'une prime à l'emploi comme prévu au titre VI de la même délibération.

**Art. 4.**— La "S.A.R.L. Tikichimic" devra se soumettre aux engagements suivants imposés par le service d'hygiène et de salubrité publique :

- fabrication limitée aux produits bio-dégradables ;
- communication aux autorités administratives de la liste des matières actives utilisées et de leur concentration dans les produits finis ;
- protection du personnel par toutes mesures appropriées (gants, masques ...) variables selon la nature des produits chimiques utilisés ;
- protection de l'environnement par un dispositif de récupération et de neutralisation des produits chimiques et par une isolation convenable des locaux destinés à la fabrication des produits détergents et au stockage des matières premières et des produits finis.

**Art. 5.**— La commercialisation de la production de la "S.A.R.L. Tikichimic" sera soumise à la liberté contrôlée des prix.



Art. 6.— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation de la commission d'agrément au code des investissements.

Art. 7.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 24 avril 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 283 AE du 24 avril 1978 portant agrément de la société " Tahaa Village " au code des investissements de la Polynésie française pour son activité d'hébergement et de restauration à Tahaa.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu la demande d'agrément au code des investissements déposée par la société " Tahaa Village " ;

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en séance du 19 avril 1978,

**Arrête :**

Article 1er.— L'agrément au code des investissements de la Polynésie française, institué par la délibération n° 76-89 du 5 août 1976 est accordé au titre de l'article 3, paragraphe J de ladite délibération à la société Tahaa Village pour son activité d'hébergement et de restauration.

Art. 2.— La société Tahaa Village bénéficiera des exonérations prévues :

- à l'article 30, soit l'exonération des droits d'enregistrement sur l'acquisition ou la prise à bail de biens immobiliers nécessaires à la réalisation de l'activité agréée. Si ces actes ont déjà donné lieu à perception, les sommes perçues pourront être remboursées dans les limites prévues à l'article 30, dernier alinéa ;
- aux articles 31, 32 et 33, soit l'affranchissement de la contribution des patentes, de l'impôt foncier bâti et de l'impôt sur les transactions pendant une durée de 8 ans.

Art. 3.— La société " Tahaa Village " bénéficiera de la prime d'équipement au taux maximum de 10 % majoré de

3 points pour utilisation de matériaux locaux et construction de style local, soit un taux de prime de 13 % conformément aux dispositions du titre V de la délibération 76-89 du 5 août 1976, susvisée. Comme il est prévu à l'article 14, la prime sera exceptionnellement accordée aux investissements réalisés moins de 6 mois avant la date de dépôt de la demande. La société Tahaa Village se verra attribuer également la prime à l'emploi comme l'indique le titre VI de la délibération susvisée.

Art. 4.— Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent seront soumises à l'appréciation de la commission d'agrément au code des investissements.

Art. 5.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 24 avril 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 284 AE du 24 avril 1978 modifiant l'arrêté n° 3319 AE du 6 juillet 1977 portant agrément de la S.A. " Conserverie du Pacifique " au code des investissements de la Polynésie française.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu l'arrêté n° 3319 AE du 6 juillet 1977 portant agrément de la S.A. Conserverie du Pacifique au code des investissements de la Polynésie française ;

Vu la demande de rectification déposée par la S.A. Conserverie du Pacifique ;

Vu l'avis de la commission exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en séance du 19 avril 1978,

**Arrête :**

Article 1er.— L'arrêté n° 3319 AE du 6 juillet 1977 est modifié comme suit.

Art. 2.— La S.A. " Conserverie du Pacifique " bénéficiera du remboursement des droits de constitution de la société comme il est prévu à l'article 30 du code.



Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 24 avril 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 286 D du 24 avril 1978 autorisant le navire "Lady Scotia" à accoster et à décharger sa cargaison à Bora-Bora.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 de l'assemblée territoriale portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu la demande formulée par la société "Famous Films" par lettre en date du 10 avril 1978 ;

En ayant délibéré en séance du 19 avril 1978,

Arrête :

Article 1er.— Par dérogation aux articles 52 et 55 du code des douanes, le navire "Lady Scotia", pavillon hollandais, en provenance des Etats-Unis d'Amérique et dont l'arrivée en Polynésie française est prévue le 21 avril 1978, est autorisé à accoster et à décharger sa cargaison à Bora-Bora.

Art. 2.— Les chefs de service des affaires maritimes, du pilotage, de la sûreté générale, de la douane sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 24 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 24 avril 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 289 AA du 24 avril 1978 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive "Vélo Club Orohena".

Vu la lettre en date du 4 avril 1978 de M. Richard Bigorgne, président de l'association sportive "Vélo Club Orohena" ;

En ayant délibéré dans sa séance du 19 avril 1978,

Arrête :

Article 1er.— M. Richard Bigorgne, président de l'association sportive "Vélo Club Orohena" est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 5.000.000 francs composé de 50.000 billets à 100 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 1er octobre 1978 à Papeete.

Art. 2.— Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné aux œuvres de l'association, sous la seule déduction des frais relatifs à l'organisation et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur d'un carnet aura droit à deux billets gratuits.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront les suivants :

1er lot	1.000.000
2e lot	300.000
3e lot	100.000
4e lot	50.000
5e lot	50.000
6e lot	50.000
7e lot	25.000
8e lot	25.000

DECISION n° 290 DOM du 24 avril 1978 déclassant de la voirie territoriale une portion de route sise à Haapiti - Moorea et autorisant l'échange de terrains entre le territoire et un particulier.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la correspondance n° 2390 TP/GEP/BTC du 23 novembre 1977 relative à la déviation de la route de ceinture de Haapiti - Moorea - section Tiahura ;

Vu les avis du service de l'aménagement de la commune de Moorea-Maiao et de l'office des postes et télécommunications ;

En ayant délibéré en séance du 19 avril 1978,

Décide :

Article 1er.— Est déclassée de la voirie territoriale, en vue de l'échange visé à l'article 2, la portion de route de ceinture, comprise entre les P.K. 24,07 et 25,750 traversant le domaine Tiahura lot n° 1, à Haapiti - Moorea.

Art. 2.— Est autorisé l'échange sans soulte de la portion de route indiquée ci-dessus, d'une superficie de 19.478 m<sup>2</sup>, propriété du territoire, contre une parcelle du lot n° 1 du domaine Tiahura, d'une superficie de 19.418 m<sup>2</sup>, appartenant à M. Georges dit René Quesnot.

Et telles que ces portion et parcelle de terrains figurent au plan dressé le 24 mars 1977 par le service des travaux publics.

Art. 3.— Cet échange sera fait sous les réserves pour M. Quesnot :

1°) d'accepter sur l'emprise de route cédée par le territoire une servitude de passage pour la protection et l'entretien des câbles téléphoniques. A cette fin, il s'engage :

a) A n'élever aucune construction ni à exécuter aucun travail susceptible de provoquer des dommages aux câbles téléphoniques implantés, côté mer, le long de la route sur une largeur de 2 mètres de part et d'autre et au-dessus de leur tracé ;

b) A ne laisser se développer aucune plantation pouvant détériorer lesdits câbles ;

c) A autoriser les équipes d'intervention de l'office des postes et télécommunications à pénétrer à tout moment à l'intérieur de la propriété pour effectuer tous travaux d'entretien, de réparation ou d'extension nécessités pour le bon fonctionnement de l'ouvrage ;

d) A ne réclamer à l'office aucun dédommagement au titre des travaux ci-dessus ;

e) A signaler à tout futur propriétaire ou à ses successeurs, l'existence de la présente servitude.

2°) de prendre à sa charge les frais de branchement et d'installation des conduites alimentant en eau douce les habitations existantes au nouveau réseau hydraulique communal, ou à défaut, d'assurer, à ses frais exclusifs, l'entretien et la réparation de l'ancienne conduite d'eau.

Art. 4.— M. Quesnot pourra, sur simple demande adressée à l'office des postes et télécommunications, solliciter le déplacement, à ses frais, du réseau téléphonique sur l'emprise de la nouvelle voie. La servitude de passage visée à l'article 3 ci-dessus deviendra caduque après réception des travaux.

Art. 5.— Tous les frais et honoraires relatifs à la réalisation de l'échange seront à la charge de M. Quesnot.

Art. 6.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 24 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 24 avril 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 291 AU du 24 avril 1978 autorisant l'ouverture au public de l'établissement brasserie " Le Grand Café " à Papeete.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 et plus particulièrement son livre IV et l'article 223 ;

Vu l'arrêté n° 2458 AA complété du 2 octobre 1963 fixant la nomenclature des établissements dangereux, insalubres et incommodes en Polynésie française ;

Vu le permis de construire n° 77-202 du 4 octobre 1977 délivré par le maire de Papeete ;

Vu les compte-rendus des visites de contrôle de la commission des établissements classés et de sécurité faites les 11 et 22 décembre 1977 ;

Sur rapport n° 46 AU.UOC.CECS du chef du service de l'aménagement et de l'urbanisme, président de la commission des établissements classés et de la sécurité ;

En ayant délibéré en séance du 19 avril 1978,

Arrête :

Article 1er.— Est autorisée, l'ouverture au public de l'établissement brasserie " Le Grand Café " sis à Papeete, avenue du Prince Hinoi et rue Albert Leboucher, dans l'immeuble de la S.C.I. Jardonnet.

Art. 2.— L'autorisation d'ouverture au public du local reste subordonnée au respect des prescriptions générales de sécurité applicables aux établissements recevant du public.

La présente autorisation n'engage pas les dispositions à prendre pour les aménagements généraux ou extérieurs de l'immeuble, particulièrement en matière de places de stationnement pour les véhicules.

Art. 3.— Le maire de la commune de Papeete et le président de la commission des établissements classés et de la sécurité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Art. 4.— Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 24 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 24 avril 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

DECISION n° 298 SGA/AE du 24 avril 1978 complétant la décision n° 147 SGA/AE du 21 février 1978 relative au comité technique territorial des transports.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 75-187 du 23 octobre 1975 modifiée par la délibération n° 76-114 du 14 septembre 1976 ;

Vu l'arrêté n° 3027 TP du 21 juin 1977 fixant la composition du comité technique territorial des transports ;

Vu la décision n° 147 SGA/AE du 21 février 1978 ;

Sur le rapport du conseiller délégué aux transports terrestres ;

En séance du 19 avril 1978,

Décide :

Article 1er.— L'article 1er de la décision n° 147 SGA/AE du 21 février 1978 susvisée, est complété comme suit :

a) membres à voix délibérative représentant les intérêts généraux.

- 2 membres de l'assemblée territoriale Membres  
Le reste sans changement.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 24 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,  
le 24 avril 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1806 FT du 25 avril 1978 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires ;

Vu les justifications présentées,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de quatre millions de francs (4.000.000 CFP) est accordée pour l'année 1978 à l'association des parents d'enfants handicapés.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement, chapitre 44-01, article 41, exercice 1978.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 25 avril 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1814 FT du 26 avril 1978 accordant une subvention.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la convention entre l'Etat le territoire et la société Air Polynésie pour l'exploitation des lignes Australes et Marquises ;

Vu les déficits constatés par la société Air Polynésie pour les exercices des années 1975, 1976 et 1977 ;

Vu les inscriptions budgétaires,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de neuf millions soixante quatorze mille deux cent quatre vingt dix francs (9.074.290 CFP) est accordée à la société Air Polynésie en couverture partielle des déficits enregistrés pour les exercices 1975, 1976 et 1977.

Art. 2.— La dépense est imputable au budget du territoire, chapitre 45-01, article 80.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 avril 1978.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1815 FT du 26 avril 1978 relatif à l'attribution d'une subvention (office municipal de gestion de la piscine).

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment l'article 21 - 2°/ ;

Vu le décret du 19 juin 1938 relatif au contrôle des subventions accordées sur les fonds des budgets généraux, locaux ou spéciaux des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 825 FT du 4 avril 1964 déterminant les modalités de contrôle des subventions accordées sur les fonds du territoire ;

Vu les inscriptions budgétaires de l'exercice 1978 ;

Vu les justifications présentées ;

Vu la demande du directeur de l'office de gestion de la piscine municipale de Papeete,

Arrête :

Article 1er.— Une subvention de quatre millions cinq cent mille francs (4.500.000 CFP) est accordée pour l'année 1978 à l'office municipal de gestion de la piscine de Papeete (initiation des scolaires).

Art. 2.— La dépense est imputable au budget local de fonctionnement : chapitre 42-01, article 70, exercice 1978.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 26 avril 1978.

Le haut-commissaire,  
par délégation :

Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

**ARRETE n° 1817 AA du 26 avril 1978 rendant exécutoire la délibération n° 78-60 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

**Arrête :**

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 78-60 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale, complétant le décret modifié n° 55-972 du 16 juillet 1955 relatif aux saisies-arrêts, cessions et retenues sur les traitements ou salaires des travailleurs visés par l'article 1er de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952, pris en application de l'article 108 de ladite loi.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 avril 1978.

**Le haut-commissaire,**

**Par délégation :**

**Le secrétaire général,**

**J.-R. GARNIER.**

**DELIBERATION n° 78-60 du 6 avril 1978 complétant le décret modifié n° 55-972 du 16 juillet 1955 relatif aux saisies-arrêts, cessions et retenues sur les traitements ou salaires des travailleurs visés par l'article 1er de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952, pris en application de l'article 108 de ladite loi.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment ses articles 21 (1s) 44 et 45 ;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 instituant un code du travail dans les territoires d'outre-mer, spécialement ses articles 107, 108 et 109 ;

Vu le décret n° 55-972 du 16 juillet 1955, modifié par le décret n° 57-431 du 8 avril 1957, relatif aux saisies-arrêts, cessions et retenues sur les traitements ou salaires des travailleurs visés par la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952, pris en application de l'article 108 de ladite loi ;

Vu l'avis exprimé par la commission consultative du travail lors de sa réunion du 14 septembre 1977 ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 56 TLS en date du 5 décembre 1977 du conseil de gouvernement approuvée en séance du 30 novembre 1977 ;

Vu le rapport n° 66-78 en date du 6 avril 1978 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 6 avril 1978,

**Adopte :**

Article 1er.— Le décret n° 55-972 du 16 juillet 1955, modifié par le décret n° 57-431 du 8 avril 1957, relatif aux

saisies-arrêts, cessions et retenues sur les traitements ou salaires des travailleurs visés par la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952, pris en application de l'article 108 de ladite loi, est complété ainsi qu'il suit :

" Art. 27 bis.— Le présent décret pourra être modifié, complété ou abrogé par décision du conseil de gouvernement de la Polynésie française ".

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

**Le secrétaire,**  
**André PORLIER.**

**Le président,**  
**John TEARIKI.**

**ARRETE n° 1818 AA du 26 avril 1978 rendant exécutoire la délibération n° 78-62 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.**

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

**Arrête :**

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 78-62 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant modification des taux des droits de consommation applicables aux tabacs.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 26 avril 1978.

**Le haut-commissaire,**

**Par délégation :**

**Le secrétaire général,**

**J.-R. GARNIER.**

**DELIBERATION n° 78-62 du 6 avril 1978 portant modification des taux des droits de consommation applicables aux tabacs.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu les décrets n° 54-1020 du 14 octobre 1954 relatif au régime douanier dans les territoires d'outre-mer et n° 56-650 du 28 juin 1956 portant règlement d'administration publique pour l'application du décret précité ;

Vu la délibération n° 59-4 du 16 janvier 1959 portant refonte de la nomenclature douanière ;

Vu la délibération du 20 novembre 1956 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française, fixant les tarifs des droits d'entrée et des droits de consommation, modifiée par les délibérations subséquentes ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 de l'assemblée territoriale portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 74-2 du 9 janvier 1974 fixant les taux de droits de consommation applicables aux tabacs ;

Vu la délibération n° 74-5 du 9 janvier 1974 portant suppression du comptoir des tabacs ;

Vu la délibération n° 74-61 du 30 mai 1974 modifiant et complétant la délibération n° 74-2 du 9 janvier 1974 ;

Vu l'arrêté n° 2015 AE du 1er juin 1974 déterminant le décompte d'établissement du prix de vente des cigarettes, cigares, cigarillos et tabacs ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 de l'assemblée territoriale portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 50 D du 24 mars 1978 du conseil de gouvernement, approuvée le 22 mars 1978 ;

Vu le rapport n° 68-78 en date du 6 avril 1978 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 6 avril 1978,

Adopte :

Article 1er.— Les taux des droits de consommation applicables aux cigarettes, tabacs, cigares et cigarillos importés, sont augmentés :

- de 30 frs CFP aux mille unités de cigarettes brunes françaises ;
- de 60 frs CFP aux mille unités de cigarettes blondes ou mentholées françaises ;
- de 66 frs CFP aux mille unités de cigarettes blondes ou mentholées étrangères ;
- de 30 frs CFP au kilo de tabac ;
- de 233 frs CFP aux mille unités de cigares.

Art. 2.— Les tableaux des droits de consommation annexés à la délibération n° 74-61 du 30 mai 1974 sont en conséquence, remplacés par les tableaux joints en annexe.

Art. 3.— La présente délibération qui prendra effet à compter de la date de sa publication au *Journal officiel* de la Polynésie française, est prise pour servir et valoir ce que de droit.

**Le secrétaire,**  
André PORLIER.

**Le président,**  
John TEARIKI.

## ANNEXE I

### CIGARETTES FRANÇAISES DE TABAC BRUN

Prix de vente aux consommateurs (aux mille unités)	Taux du droit de consommation en Fr CFP (1)	Prix de vente aux consommateurs (aux mille unités)	Taux du droit de consommation en Fr CFP (1)
" Cig. armées "	215	2.450	1.080
1.650	920	2.500	1.090
1.700	930	2.550	1.100
1.750	940	2.600	1.110
1.800	950	2.650	1.120
1.850	960	2.700	1.130
1.900	970	2.750	1.140
1.950	980	2.800	1.150
2.000	990	2.850	1.160
2.050	1.000	2.900	1.170
2.100	1.010	2.950	1.180
2.150	1.020	3.000	1.190
2.200	1.030	3.050	1.200
2.250	1.040	3.100	1.210
2.300	1.050	3.150	1.220
2.350	1.060	3.200	1.230
2.400	1.070	3.250	1.240

(1) Lorsque le prix de vente aux consommateurs se situe à un niveau intermédiaire entre deux prix indiqués au tableau ci-dessus, il est fait application du taux du droit de consommation afférent au prix supérieur.

## ANNEXE II

### CIGARETTES FRANÇAISES DE TABAC BLOND OU MENTHOLE

Prix de vente aux consommateurs (aux mille unités)	Taux du droit de consommation en Fr CFP (1)	Prix de vente aux consommateurs (aux mille unités)	Taux du droit de consommation en Fr CFP (1)
2.150	1.320	3.200	1.740
2.200	1.340	3.250	1.760
2.250	1.360	3.300	1.780
2.300	1.380	3.350	1.800
2.350	1.400	3.400	1.820
2.400	1.420	3.450	1.840
2.450	1.440	3.500	1.860
2.500	1.460	3.550	1.880
2.550	1.480	3.600	1.900
2.600	1.500	3.650	1.920
2.650	1.520	3.700	1.940
2.700	1.540	3.750	1.960
2.750	1.560	3.800	1.980
2.800	1.580	3.850	2.000
2.850	1.600	3.900	2.020
2.900	1.620	3.950	2.040
2.950	1.640	4.000	2.060
3.000	1.660	4.050	2.080
3.050	1.680	4.100	2.100
3.100	1.700	4.150	2.120
3.150	1.720		

## ANNEXE III

### CIGARETTES ETRANGERES

3.150	1.780	4.200	2.158
3.200	1.798	4.250	2.176
3.250	1.816	4.300	2.194
3.300	1.834	4.350	2.212
3.350	1.852	4.400	2.230
3.400	1.870	4.450	2.248
3.450	1.888	4.500	2.266
3.500	1.906	4.550	2.284
3.550	1.924	4.600	2.302
3.600	1.942	4.650	2.320
3.650	1.960	4.700	2.338
3.700	1.978	4.750	2.356
3.750	1.996	4.800	2.374
3.800	2.014	4.850	2.392
3.850	2.032	4.900	2.410
3.900	2.050	4.950	2.428
3.950	2.068	5.000	2.446
4.000	2.086	5.050	2.464
4.050	2.104	5.100	2.482
4.100	2.122	5.150	2.500
4.150	2.140		

(1) Lorsque le prix de vente aux consommateurs se situe à un niveau intermédiaire entre deux prix indiqués au tableau ci-dessus, il est fait application du taux du droit de consommation afférent au prix supérieur.

## ANNEXE IV

## TABACS

Prix de vente aux consommateurs (aux mille unités)	Taux du droit de consommation en Fr CFP (1)	Prix de vente aux consommateurs (aux mille unités)	Taux du droit de consommation en Fr CFP (1)
855	370	1.655	530
905	380	1.705	540
955	390	1.755	550
1.005	400	1.805	560
1.055	410	1.855	570
1.105	420	1.905	580
1.155	430	1.955	590
1.205	440	2.005	600
1.255	450	2.055	610
1.305	460	2.105	620
1.355	470	2.155	630
1.405	480	2.205	640
1.455	490	2.255	650
1.505	500	2.305	660
1.555	510	2.355	670
1.605	520		

## ANNEXE V

## CIGARES ET CIGARILLOS

5.000	1.900	33.500	11.400
6.500	2.400	36.500	12.400
8.000	2.900	39.500	13.400
9.500	3.400	42.500	14.400
11.000	3.900	45.500	15.400
12.500	4.400	48.500	16.400
14.000	4.900	51.500	17.400
15.000	5.400	54.500	18.400
17.000	5.900	57.500	19.400
18.500	6.400	60.500	20.400
20.000	6.900	63.500	21.400
21.500	7.400	66.500	22.400
24.500	8.400	69.500	23.400
27.500	9.400	72.500	24.400
30.500	10.400		

ARRETE n° 300 AA du 27 avril 1978 constatant la désignation du représentant des associations de parents d'élèves de l'enseignement privé au comité économique et social.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

(1) Lorsque le prix de vente aux consommateurs se situe à un niveau intermédiaire entre deux prix indiqués au tableau ci-dessus, il est fait application du taux du droit de consommation afférent au prix supérieur.

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en océanie ;

Vu la décision n° 384 SGA/AE du 19 décembre 1977 relative aux attributions, à l'organisation et au fonctionnement du comité économique et social de la Polynésie française, notamment son article 7 ;

Vu la décision n° 385 C.G. du 19 décembre 1977 relative à la désignation des groupements professionnels, des organismes et des associations des groupements professionnels, des organismes et des associations représentés au comité économique et social ;

Vu la lettre en date du 25 avril 1978 du président de la fédération des associations de parents d'élèves de l'enseignement libre ;

En ayant délibéré en séance du 26 avril 1978,

Arrête :

Article 1er.— Est constatée la désignation de M. Roger Nouveau comme représentant des associations des parents d'élèves de l'enseignement privé au comité économique et social.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1844 AA du 27 avril 1978 rendant exécutoire la délibération n° 78-59 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 78-59 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant modification du budget territorial, exercice 1978 (report crédits équipement 1977).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

**DELIBERATION n° 78-59 du 6 avril 1978 portant modification du budget territorial, exercice 1978.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la délibération n° 78-9 du 21 janvier 1978 portant approbation du budget territorial pour l'exercice 1978 ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 52 FT du 28 mars 1978 du conseil de gouvernement, approuvée en séance le 8 mars 1978 ;

Vu le rapport n° 65-78 du 6 avril 1978 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 6 avril 1978,

**Adopte :**

Article 1er.— Le budget territorial des recettes extraordinaires pour l'exercice 1978 est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Intitulé	Crédits ouverts
70-10		<b>Avances et emprunts</b>	
	10	Emprunts auprès de la caisse des dépôts et consignations	
		1 - Route de dégagement ouest	274.000.000
		5 - Canalisation rivière Nahoata	30.000.000
		6 - Lotissement social Uturoa	41.000.000
		7 - Ecole normale de Tahiti	65.000.000
		8 - Bureaux économie rurale	75.000.000
		9 - Matériel parc à matériel	42.000.000
		Total article 10	527.000.000
	20	Emprunts auprès de la caisse centrale de coopération économique	
		7 - Aérodrome Nuku Hiva (2e tr.)	150.000.000
		25 - Lotissement Nahoata	103.000.000
		26 - Centres dentaires Moorea, Uturoa, Bora-Bora, Atuona et Moerai	12.000.000
		27 - Sanitaires hôpital Uturoa	3.000.000
		28 - Equipement hôpital Taravao	10.000.000
		Total article 20	278.000.000
	30	Emprunts auprès de la caisse de prévoyance sociale	378.000.000
		Total chapitre 70-10	1.183.000.000
80-10		<b>Fonds de concours pour dépenses d'investissement</b>	
	10	Télé-diffusion de France	7.272.000
	20	Office des postes et télécommunications	5.000.000
		Total chapitre 80-10	12.272.000
90-00	U	Prélèvements sur la caisse de réserve pour dépenses d'équipement et d'investissement	481.058.000
		<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1.676.330.000</b>

Art. 2.— Le budget des recettes extraordinaires pour l'exercice 1977 est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Intitulé	Crédits ouverts
51-01		<b>Travaux d'infrastructure</b>	
	10	Travaux d'urbanisme	76.266.000
	20	Routes et ponts	393.634.000
	30	Ouvrages portuaires	147.151.000
	50	Aéronautique civile locale	241.516.000
	60	Etudes générales	11.613.000
	70	Lotissements sociaux	41.000.000
		Total du chapitre 51-01	911.180.000
52-01		<b>Constructions</b>	
	10	Bâtiments pour services publics	229.872.000
	20	Lotissements sociaux	121.132.000
		Total du chapitre 52-01	351.004.000
53-01		<b>Acquisitions d'immeubles</b>	
	10	Achats de terrains	113.609.000
	30	Réserves foncières	1.246.000
		Total du chapitre 53-01	114.855.000
54-01		<b>Acquisition de matériel</b>	
	10	Achats de matériels	238.571.000
	20	Achats de véhicules	2.220.000
		Total du chapitre 54-01	240.791.000
60-01		<b>Participation au capital des sociétés</b>	
	30	Société de navigation des Australes Tuhaa Pae	40.000.000
62-01		<b>Subvention aux organismes et œuvres privés</b>	
	60	S.M.D.R. Pueu	500.000
	70	Association Si Ni Tong	8.000.000
	80	A.S. Vénus (tribunes)	10.000.000
		Total du chapitre 62-01	18.500.000
		Total général	1.676.330.000

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Le secrétaire,*

André PORLIER.

*Le président,*

John TEARIKI.

ARRETE n° 1845 AA du 27 avril 1978 rendant exécutoire la délibération n° 78-63 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

**Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,**

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

**Arrête :**

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 78-63 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant modification du budget territorial pour l'exercice 1978 (achat de matériel médical).

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 27 avril 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

**DELIBERATION n° 78-63 du 6 avril 1978 portant modification du budget territorial pour l'exercice 1978.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu la délibération n° 78-9 du 21 janvier 1978 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1978 ;

Vu la lettre n° 370 DS/S du conseil de gouvernement approuvée en séance le 17 mars 1978 ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978, rendue exécutoire par arrêté n° 823 AA du 24 février 1978, portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu le rapport n° 69-78 du 6 avril 1978 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 6 avril 1978,

**Adopte :**

Article 1er.— Le budget des recettes extraordinaires pour l'exercice 1978 est modifié comme suit :

Chapitre	Article	Intitulé	Crédits ouverts
70-10	30	Emprunt auprès de la caisse de prévoyance sociale	15.500.000

Art. 2.— Le budget des dépenses extraordinaires pour l'exercice 1978 est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Intitulé	En plus
54-01	10	Acquisition de matériels Achat de matériel § 2-6 Matériel pour le service de santé	15.500.000

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Le secrétaire,*  
André PORLIER.

*Le président,*  
John TEARIKI.

**ARRETE n° 1857 AA du 28 avril 1978 rendant exécutoire la délibération n° 78-46 du 23 mars 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.**

*Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,*

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

**Arrête :**

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 78-46 du 23 mars 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale accordant l'exonération du droit fiscal d'entrée et du droit fiscal d'entrée temporaire à l'importation de la viande bovine congelée, destinée exclusivement à la fabrication de conserves de viande.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 avril 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

**DELIBERATION n° 78-46 du 23 mars 1978 accordant l'exonération du droit fiscal d'entrée et du droit fiscal d'entrée temporaire à l'importation de la viande bovine congelée, destinée exclusivement à la fabrication de conserves de viande.**

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 de l'assemblée territoriale portant réglementation du service des douanes en Polynésie française ;

Vu le tarif des douanes de la Polynésie française et notamment le chapitre 02-01 ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 de l'assemblée territoriale portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Sur proposition du conseil de gouvernement délibérée en séance du 17 mars 1978 ;

Vu le rapport n° 53-78 en date du 23 mars 1978 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 23 mars 1978,

**Adopte :**

Article 1er.— Est exonérée du droit fiscal d'entrée et du droit fiscal d'entrée temporaire, la viande bovine congelée, destinée exclusivement à la fabrication de conserves de viande.

Art. 2.— Les licences d'importation afférentes aux opérations de l'espèce, devront être revêtues du visa du président de " la commission mixte de répartition de la viande bovine locale " instituée par l'arrêté n° 3251 AE/CE/ER du 2 juin 1976.



Art. 3.— Pour les importations non soumises à licence, les opérateurs devront fournir au service des douanes, lors du dépôt de la déclaration en détail, une facture visée préalablement par le président de la commission mixte de répartition de la viande bovine locale.

Art. 4.— L'octroi de l'exonération est subordonné à toutes les mesures de contrôle réglementaires et, éventuellement, à celles jugées utiles par le service des douanes en vue de garantir l'affectation à la destination prévue, des viandes importées.

Art. 5.— Toutes fausses déclarations ou manœuvres ayant pour but ou pour effet d'obtenir l'exonération prévue par la présente délibération, et tous détournements de marchandises prohibées de leur destination privilégiée, seront réprimés par les dispositions du code des douanes de la Polynésie française.

Art. 6.— La présente délibération qui prend effet à partir du 1er mars 1978, est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,  
André PORLIER.

Le président,  
John TEARIKI.

ARRETE n° 1858 AA du 28 avril 1978 rendant exécutoire la délibération n° 78-61 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

#### Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 78-61 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant modification de l'article 7 de la délibération n° 70-54 du 2 juillet 1970 (vignette pour les véhicules à usage agricole).

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 avril 1978.

Le haut-commissaire,  
Par délégation :  
Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 78-61 du 6 avril 1978 portant modification de l'article 7 de la délibération n° 70-54 du 2 juillet 1970.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1873 instituant la formalité de l'enregistrement dans le territoire, et les textes subséquents ;

Vu le rapport n° 67-78 ER en date du 6 avril 1978 du service de l'économie rurale ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 43 ER en date du 21 mars 1978 du conseil de gouvernement approuvée en séance du 17 mars 1978 ;

Vu le rapport n° 67-78 en date du 6 avril 1978 de la commission permanente ;

Dans sa séance du 6 avril 1978,

#### Adopte :

Article 1er.— L'article 7, paragraphe 2 de la délibération n° 70-54 du 2 juillet 1970 rendue exécutoire par arrêté n° 1929 AA/ENR du 8 juillet 1970 est modifié, en ce qui concerne la délivrance des vignettes gratis par le service de l'économie rurale, comme suit :

" Les vignettes gratuites, relatives aux véhicules et engins affectés à l'usage agricole, sont délivrées par le service de l'enregistrement au vu d'une déclaration sur l'honneur des demandeurs, attestant cette affectation, et visée par le maire de la commune où ils sont exploités "

Le reste sans changement.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,  
André PORLIER.

Le président,  
John TEARIKI.

ARRETE n° 301 Eq. du 2 mai 1978 rectifiant l'arrêté n° 118 TP du 17 février 1978 ordonnant les enquêtes conjointes administratives préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire concernant les installations du dépôt d'hydrocarbure des îles Marquises à Taiohae, île de Nuku Hiva, ainsi que la régularisation de la situation foncière de certaines parcelles occupées par des équipements à caractère public dans cette île (STPMIA-Economie rurale - Gendarmerie - Prison - Subdivision administrative des îles Marquises).

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu le décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique dans le territoire ;

Vu la nécessité d'installer un dépôt d'hydrocarbure et de régulariser la situation foncière de certaines parcelles occupées par des services administratifs à Taiohae, île de Nuku Hiva ;

Vu le plan parcellaire et l'état y annexé indiquant les superficies des terrains atteints et les noms des propriétaires tels qu'ils ont été relevés aux documents fonciers et cadastraux ;

En ayant délibéré dans sa séance du 10 février 1978,

#### Arrête :

Article 1er.— Les articles 1 à 4 et 7 à 9 restent sans changement.

Art. 2.— L'article 5 est remplacé par les articles suivants :

Art. 5.— A l'expiration du délai de huitaine ci-dessus fixé, le registre sera clos et signé par le maire de la commune de Nuku Hiva.

Le dossier sera ensuite transmis au chef de la subdivision administrative des îles Marquises à Taiohae qui recevra pendant un nouveau délai de 8 jours, du 22 mars 1978 au 29 mars 1978 inclusivement, aux heures et jours habituels d'ouverture de la subdivision administrative des îles Marquises à Taiohae, les observations des propriétaires.

A l'issue de ce délai, la commission mentionnée à l'article suivant se réunira à la subdivision administrative des îles Marquises à Taiohae à une date qui sera précisée aux intéressés ultérieurement.

A l'issue de la réunion de la commission, toutes les pièces de l'enquête seront transmises par le chef de la subdivision administrative des îles Marquises au chef du STPMIA.

**Art. 6.— Lire :**

Sont désignés pour faire partir de la commission prévue à l'article 9 du décret du 5 novembre 1936 susvisé :

Le chef de la subdivision administrative des îles Marquises ou son représentant	Président
Le maire de la commune de Nuku Hiva ou son représentant	Membre
M. Maurice Hitiputoka, demeurant à Nuku Hiva	»
M. Teikiteetini Yvon, demeurant à Nuku Hiva	»
M. Peterano Cyprien, demeurant à Nuku Hiva	»
Mme Philomène Tamarii, demeurant à Nuku Hiva	»
Le chef de la subdivision des îles Marquises du service des travaux publics	»

La commission donnera son avis tant sur les observations et réclamations consignées au registre clos par le maire de Nuku Hiva en exécution de l'article 4 ci-dessus, que sur celles qui lui seront adressées directement.

A la suite de ces opérations, procès-verbal sera dressé.

**Art. 3.—** Le chef de la subdivision administrative des îles Marquises, le maire de Nuku Hiva, le chef du service de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mai 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

J. AMARU.

Vu et rendu exécutoire,

le 2 mai 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

**ARRETE n° 302 AE du 2 mai 1978 portant modification de l'arrêté n° 3319 AE du 6 juillet 1977, accordant l'agrément au code des investissements de la Polynésie française à la S.A.R.L. " Conserverie du Pacifique ".**

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération de l'assemblée territoriale n° 76-89 du 5 août 1976 portant code des investissements de la Polynésie française, rendue exécutoire par arrêté n° 5255 AA du 10 septembre 1976 ;

Vu l'arrêté n° 3319 AE du 6 juillet 1977 accordant l'agrément au code des investissements à la S.A.R.L. " Conserverie du Pacifique " ;

Vu l'avis exprimé par la commission territoriale d'agrément au code des investissements ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en séance du 26 avril 1978,

**Arrête :**

**Article 1er.—** L'article 2 de l'arrêté n° 3319 AE du 6 juillet 1977 est complété comme suit : " la S.A.R.L. Conserverie du Pacifique bénéficiera du remboursement des droits de constitution de la société comme il est prévu à l'article 30 du code ".

**Art. 2.—** L'article 4 de l'arrêté 3319 AE du 6 juillet 1977, susvisé, est complété comme suit : " la S.A.R.L. Conserverie du Pacifique " sera soumise au régime de la liberté contrôlée des prix. En conséquence, elle sera libre de déterminer ses prix, sous réserve d'un dépôt préalable au service des affaires économiques de toute proposition de modification des prix de vente en gros et au détail des produits fabriqués par elle.

Dans un délai maximal de trois semaines suivant le dépôt de ces prix, le chef du territoire, au nom du conseil de gouvernement, pourra faire opposition à la mise en application de ces propositions de prix, par lettre adressée à la S.A.R.L. Conserverie du Pacifique.

A l'issue de ce délai, faute d'opposition du conseil de gouvernement, les prix déposés pourront être appliqués, mais ils constitueront des prix limites, qui ne pourront être dépassés ".

**Art. 3.—** Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mai 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 2 mai 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

**DECISION n° 303 FSH du 2 mai 1978 relative à l'ouverture de crédits nécessaires au règlement des annuités d'emprunt pour l'année 1978.**

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le procès-verbal de la réunion du comité de gestion du fonds spécial de l'habitat, en date du 10 janvier 1975 ;

Vu les approbations par le conseil de gouvernement en date du 15 mai 1975 pour le " Logis Petea " (Convention n° 75-169 et avenants n° 1/76-402 et n° 2/76-403 du 15

novembre 1976), du 23 avril 1975 pour le lotissement Nahoata (Convention n° 75-151 du 27 octobre 1976) pour le lotissement Erima (Convention n° 76-431) ;

Vu la délibération n° 75-56 du 7 avril 1975 de la commission permanente de l'assemblée territoriale rendue exécutoire par l'arrêté n° 2000 AA du 30 avril 1975 ;

Vu la note n° 398 FT du 16 mars 1975 ;

Sur proposition du président du comité de gestion du fonds spécial de l'habitat ;

En ayant délibéré en séance du 26 avril 1978,

Décide :

Article 1er.— Sont ouverts au programme 1978 du fonds spécial de l'habitat, les crédits nécessaires au règlement des annuités d'emprunts pour l'année 1978, suivant le tableau ci-dessous :

**A) - Caisse des dépôts et consignations**

Logis Petea (Infrastructure)	8.948.937 F CFP
Lotissement Nahoata (Terrain et infrastructure)	12.337.764 F CFP
Lotissement Erima (Infrastructure)	10.000.000 F CFP
Soit un total CDC	<u>31.286.701 F CFP</u>

**B) - Caisse centrale de coopération économique**

Logis Petea (Logements)	22.242.742 F CFP
Lotissement Nahoata (Logements)	5.060.000 F CFP
Soit au total CCCE	<u>27.302.742 F CFP</u>

Soit un total général de remboursement de :  
58.589.443 F CFP arrondi à 58.600.000 F CFP

Art. 2.— La présente décision sera communiquée, publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mai 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*  
**F. SANFORD.**

Vu et rendu exécutoire,  
le 2 mai 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*  
**J.-R. GARNIER.**

**DECISION n° 304 TLS du 2 mai 1978 modifiant l'arrêté n° 1638 TLS du 25 mars 1976 nommant, pour les années 1976, 1977 et 1978, les membres de la commission consultative du travail.**

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la loi n° 52-1332 du 15 décembre 1952, instituant un code du travail outre-mer, spécialement ses articles 73, 162 et 163 ;

Vu l'arrêté modifié n° 747 IT du 22 mai 1953 instituant une commission consultative du travail et des lois sociales ;

Vu l'arrêté modifié n° 1638 TLS du 25 mars 1976 nommant, pour les années 1976, 1977 et 1978, les membres de la commission consultative du travail ;

Vu la lettre en date du 6 avril 1978 du syndicat des industriels de la Polynésie française ;

Sur la proposition de l'inspecteur du travail et des lois sociales de la Polynésie française ;

En ayant délibéré en sa séance du 26 avril 1978,

Décide :

Article 1er.— Dans la délégation des employeurs et au titre du syndicat des industriels de la Polynésie française, sont nommés membre de la commission consultative du travail, pour l'année 1978 :

- M. Julien Siu, titulaire, en remplacement de M. Massal,
- Mme Tania Blanchard, suppléante, en remplacement de M. Julien Siu.

Art. 2.— L'inspecteur du travail et des lois sociales de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mai 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*  
**F. SANFORD.**

Vu et rendu exécutoire,  
le 2 mai 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*  
**J.-R. GARNIER.**

**ARRETE n° 1893 AA du 2 mai 1978 constatant l'élection d'un conseiller de gouvernement de la Polynésie française.**

**Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, Chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,**

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 10 ;

Vu l'article 237 du décret du 21 novembre 1933 portant réorganisation judiciaire et fixant les règles de procédure en Océanie ;

Vu l'arrêté n° 3635 SG du 22 juillet 1977 constatant l'élection du conseil de gouvernement de la Polynésie française ;

Vu la lettre de démission en date du 16 avril 1978 de M. Jean Juventin ;

Vu la lettre n° 302/176 du 28 avril 1978 du président de l'assemblée territoriale notifiant les résultats de l'élection d'un membre du conseil de gouvernement,

## Arrête :

Article 1er.— Est constaté le vote du 29 avril 1978 de l'assemblée territoriale par lequel M. Tinomana Ebb a été élu au conseil de gouvernement de la Polynésie française en remplacement de M. Jean Juventin, démissionnaire.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié selon la procédure d'urgence partout où besoin sera.

Papeete, le 2 mai 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 310 AA du 3 mai 1978 autorisant l'organisation d'une tombola au profit de l'association sportive " Fei Pi ".

Vu la lettre du 20 janvier 1978 de M. Frédéric Vernaudeau, président de l'association sportive " Fei Pi " ;

En ayant délibéré dans sa séance du 19 avril 1978,

## Arrête :

Article 1er.— M. Frédéric Vernaudeau, président de l'association sportive " Fei Pi " est autorisé à organiser une tombola au capital d'émission de 25.000.000 francs composé de 125.000 billets à 200 francs l'un et dont le tirage aura lieu en une seule fois le 29 octobre 1978 à Papeete.

Art. 2.— Le produit de la tombola sera intégralement et exclusivement destiné aux oeuvres de l'association et au paiement des lots. Les billets seront conditionnés en carnets de dix billets. Tout vendeur d'un carnet aura droit à un billet gratuit.

Art. 3.— Le bénéfice de cette autorisation ne pourra être cédé à des tiers.

Art. 4.— Les lots seront les suivants :

1er lot	5.000.000
2e lot	1.000.000
3e lot	1.000.000
4e lot	100.000
5e lot	100.000
6e lot	100.000
7e lot	100.000
8e lot	100.000

## Lots primes aux vendeurs

1er lot	1.000.000
2e lot	100.000
3e lot	100.000
4e lot	10.000
5e lot	10.000
6e lot	10.000
7e lot	10.000
8e lot	10.000

DECISION n° 311 FT du 3 mai 1978 portant réglementation de la prise en charge par le budget annexe de l'hôpital territorial de Mamao, des frais d'installation, d'entretien et d'abonnement des postes téléphoniques installés au domicile de certaines personnes ainsi que des taxes de communication à l'intérieur du territoire.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu l'avis de la commission permanente de l'assemblée territoriale, émis en séance le 23 mars 1978 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 4 janvier 1978,

## Décide :

Article 1er.— Sont pris en charge par le budget annexe de l'hôpital territorial de Mamao, dans la limite annuelle de six cents (600) unités, les taxes de communication ainsi que les frais d'installation, d'entretien et d'abonnement des postes téléphoniques installés au domicile du médecin-chef de l'hôpital de Mamao.

Il est précisé que, sauf changement de domicile ordonné dans l'intérêt du service, les frais d'installation ne sont pris en charge qu'une seule fois par bénéficiaire.

Art. 2.— Sont pris en charge par le budget annexe de l'hôpital territorial de Mamao, les frais d'installation, sous la même réserve que celle précisée in fine de l'article 1er ci-dessus, d'entretien et d'abonnement des postes téléphoniques installés par nécessité absolue de service au domicile des personnes suivantes :

- Médecins et pharmaciens,
- Gestionnaire administratif,
- Surveillant général,
- Sages-femmes et infirmiers anesthésistes,
- Techniciens dont le service peut revêtir un caractère d'urgence.

Art. 3.— Le montant des taxes de communication non pris en charge par le budget annexe de l'hôpital territorial de Mamao fera l'objet, chaque trimestre, d'émission d'ordres de recette dont le produit sera porté en atténuation des dépenses au chapitre qui a supporté le règlement des sommes dues à l'office des postes et télécommunications.

Art. 4.— Les dispositions de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera, entreront en vigueur pour compter du 1er janvier 1978.

Papeete, le 3 mai 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,  
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 3 mai 1978.

Le haut-commissaire,

Par délégation :

Le secrétaire général,

J.-R. GARNIER.

**DECISION n° 312 FT du 3 mai 1978 portant réglementation de la prise en charge par le budget du territoire des frais d'installation, d'entretien et d'abonnement des postes téléphoniques installés au domicile de certaines personnes ainsi que des taxes de consommation à l'intérieur du territoire.**

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret financier du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu l'avis de la commission permanente de l'assemblée territoriale, émis en séance le 23 mars 1978 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 4 janvier 1978,

Décide :

**Article 1er.**— Sont pris intégralement en charge par le budget du territoire les taxes de communication et les frais d'installation, d'entretien et d'abonnement des postes téléphoniques installés au domicile des personnes suivantes :

- Vice-président du conseil de gouvernement,
- Parlementaires, représentants du territoire,
- Président et les membres de l'assemblée territoriale,
- Conseillers de gouvernement,
- Président du conseil économique et social.

**Art. 2.**— Sont pris en charge par le budget du territoire dans la limite annuelle de six cents (600) unités, les taxes de communication ainsi que les frais d'installation, d'entretien et d'abonnement des postes téléphoniques installés au domicile des personnes suivantes :

- Directeur du cabinet du vice-président du conseil de gouvernement,
- Attachés et chargés de mission auprès du vice-président du conseil de gouvernement,
- Attachés et chargés de mission auprès du président de l'assemblée territoriale et des présidents des commissions,
- Secrétaire général de l'assemblée territoriale,
- Secrétaire général adjoint de l'assemblée territoriale,
- Directeur et chefs des services territoriaux.

Il est précisé que, sauf changement de domicile ordonné dans l'intérêt du service, les frais d'installation ne sont pris en charge qu'une seule fois par bénéficiaire.

**Art. 3.**— Sont pris en charge par le budget du territoire, les frais d'installation, sous la même réserve que celle précisée in fine de l'article 2 ci-dessus, d'entretien et d'abonnement des postes téléphoniques installés par nécessité absolue de service au domicile des personnes suivantes :

#### *Administration générale*

- Chef du secrétariat du conseil de gouvernement,
- Adjoints aux directeurs et chefs des services territoriaux,
- Conducteurs d'automobiles affectés au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale.

#### *Service de l'économie rurale*

- Chef de service et adjoint au chef de section du conditionnement et de la police phytosanitaire ainsi que les agents de cette section qui peuvent être appelés en dehors des heures normales de service,

- Directeur de l'école d'agriculture de Opunohu,
- Directeur du domaine agricole de Opunohu,
- Vétérinaires.

#### *Etablissements pénitentiaires*

- Premier surveillant et régisseur de la maison d'arrêt de Tahiti-Faaa.

#### *Service de santé*

- Médecins et pharmaciens du service de santé,
- Gestionnaire administratif du service de santé,
- Agents arraisonneurs du service de l'hygiène,
- Directrice de l'école d'infirmiers-infirmières,
- Sages-femmes et infirmiers anesthésistes,
- Autres agents pouvant être appelés, en cas d'urgence.

#### *Service de l'équipement*

- Chef du groupement études et programmation,
- Chef du groupement de comptabilité et d'approvisionnement,
- Chef de l'arrondissement infrastructure
- Chef de la subdivision des routes et ponts,
- Chef de la subdivision des phares et balises,
- Capitaine d'armement de la flotille,
- Chef de la subdivision entretien des bâtiments.

**Art. 4.**— Le montant des taxes de communication non pris en charge par le budget territorial fera l'objet, chaque trimestre, d'émission d'ordre de recette dont le produit sera porté en atténuation des dépenses au chapitre qui a supporté le règlement des sommes dues à l'office des postes et télécommunications.

**Art. 5.**— Les dispositions de la présente décision qui sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera, entreront en vigueur pour compter du 1er janvier 1978.

Papeete, le 3 mai 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*  
**F. SANFORD.**

Vu et rendu exécutoire,

le 3 mai 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*  
**J.-R. GARNIER.**

**ARRETE n° 313 AU du 3 mai 1978 modifiant l'arrêté n° 68 AU du 25 janvier 1978 prescrivant la fermeture d'une salle de cinéma à Papeete.**

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu l'arrêté n° 245 AU du 28 octobre 1977 prescrivant la fermeture de la salle de cinéma "Le Moderne" à Papeete ;

Vu l'arrêté n° 68 AU du 25 janvier 1978 modifiant l'arrêté n° 245 AU du 28 octobre 1977 prescrivant la fermeture d'une salle de cinéma à Papeete ;

En ayant délibéré dans sa séance du 19 avril 1978,

**Arrête :**

*Article unique.*— L'article 5 de l'arrêté n° 68 AU du 25 janvier 1978 est modifié ainsi qu'il suit :

**Au lieu de :**

" ... du présent arrêté qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, et prendra effet à compter du 12 avril 1978 ".

**Lire :**

" ... du présent arrêté qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, et prendra effet à compter du 31 juillet 1978, ultime sursis.

Papeete, le 3 mai 1978.

Pour le conseil de gouvernement :

*Le vice-président,*

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 3 mai 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

ARRETE n° 1898 AA du 3 mai 1978 rendant exécutoires les délibérations n°s 78-54, 78-55, 78-56 et 78-57 du 6 avril 1978 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 65,

**Arrête :**

*Article 1er.*— Sont rendues exécutoires les délibérations ci-après de la commission permanente de l'assemblée territoriale : - n° 78-54 du 6 avril 1978 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique (aérodrome de Reao) ; - n° 78-55 du 6 avril 1978 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique (aérodrome de Puka Puka) ; - n° 78-56 du 6 avril 1978 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique (aérodrome de Pukarua) ; n° 78-57 du 6 avril 1978 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique (aérodrome de Manihi).

*Art. 2.*— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mai 1978.

*Le haut-commissaire,*

Par délégation :

*Le secrétaire général,*

J.-R. GARNIER.

DELIBERATION n° 78-54 du 6 avril 1978 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 53 FT en date du 28 mars 1978 du conseil de gouvernement approuvée en séance du 22 mars 1978 ;

Vu le rapport n° 63-78 en date du 6 avril 1978 de la commission permanente ;

En sa séance du 6 avril 1978,

**Adopte :**

*Article 1er.*— Le haut-commissaire, chef du territoire, est habilité à signer une convention de prêt de quatorze millions CP (14.000.000 CP) soit sept cent soixante dix mille francs français (770.000 FF) avec la caisse centrale de coopération économique pour le financement des travaux de construction de l'aérodrome de Reao.

*Art. 2.*— Afin de permettre le remboursement de ce prêt, le territoire s'engage à inscrire chaque année au budget les sommes nécessaires pour assurer l'amortissement du prêt et le paiement des intérêts.

*Art. 3.*— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

*Le secrétaire,*

André PORLIER.

*Le président,*

John TEARIKI.

DELIBERATION n° 78-55 du 6 avril 1978 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 53 FT en date du 28 mars 1978 du conseil de gouvernement approuvée en séance du 22 mars 1978 ;

Vu le rapport n° 63-78 en date du 6 avril 1978 de la commission permanente ;

En sa séance du 6 avril 1978,

**Adopte :**

*Article 1er.*— Le haut-commissaire, chef du territoire, est habilité à signer une convention de prêt de douze millions CP (12.000.000 CP) soit six cent soixante mille francs français (660.000 FF) avec la caisse centrale de coopération économique pour le financement des travaux de construction de l'aérodrome de Puka Puka.

*Art. 2.*— Afin de permettre le remboursement de ce prêt, le territoire s'engage à inscrire chaque année au budget les sommes nécessaires pour assurer l'amortissement du prêt et le paiement des intérêts.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,  
André PORLIER.

Le président,  
John TEARIKI.

DELIBERATION n° 78-56 du 6 avril 1978 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 53 FT en date du 28 mars 1978 du conseil de gouvernement approuvée en séance du 22 mars 1978 ;

Vu le rapport n° 63-78 en date du 6 avril 1978 de la commission permanente ;

En sa séance du 6 avril 1978,

Adopte :

Article 1er.— Le haut-commissaire, chef du territoire, est habilité à signer une convention de prêt de quatorze millions CP (14.000.000 CP) soit sept cent soixante dix mille francs français (770.000 FF) avec la caisse centrale de coopération économique pour le financement des travaux de construction de l'aérodrome de Pukarua.

Art. 2.— Afin de permettre le remboursement de ce prêt, le territoire s'engage à inscrire chaque année au budget les sommes nécessaires pour assurer l'amortissement du prêt et le paiement des intérêts.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,  
André PORLIER.

Le président,  
John TEARIKI.

DELIBERATION n° 78-57 du 6 avril 1978 habilitant le chef du territoire à signer une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 78-28 du 2 février 1978 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 53 FT en date du 28 mars 1978 du conseil de gouvernement approuvée en séance du 22 mars 1978 ;

Vu le rapport n° 63-78 en date du 6 avril 1978 de la commission permanente ;

En sa séance du 6 avril 1978,

Adopte :

Article 1er.— Le haut-commissaire, chef du territoire, est habilité à signer une convention de prêt de dix huit

millions CP (18.000.000 CP) soit neuf cent quatre vingt dix mille francs français (990.000 FF) avec la caisse centrale de coopération économique pour le financement des travaux d'aménagement de l'aérodrome de Manihi.

Art. 2.— Afin de permettre le remboursement de ce prêt, le territoire s'engage à inscrire chaque année au budget les sommes nécessaires pour assurer l'amortissement du prêt et le paiement des intérêts.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Le secrétaire,  
André PORLIER

Le président,  
John TEARIKI.

ARRETE n° 1899 DOM du 3 mai 1978 portant affectation au secrétariat auprès du ministère de l'intérieur chargé des départements et territoires d'outre-mer, d'une parcelle de la terre Hakapehi dite "Résidence du chef de circonscription administrative" à Taiohae (Nuku Hiva).

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment son article 62 ;

Vu la décision n° 1558 DOM du 7 avril 1978 portant désaffectation d'une parcelle du domaine militaire pour faire retour au domaine privé de l'Etat non affecté de la terre Hakapehi dite "Résidence du chef de circonscription administrative" à Taiohae (Nuku Hiva) ;

Vu l'arrêté n° 2378 DOM du 28 septembre 1961 constatant le transfert au domaine de l'Etat d'immeubles domaniaux aux services de l'Etat ;

Vu l'arrêté n° 3091 CAB/MIL du 23 octobre 1970 annulant les dispositions du paragraphe 5 de l'article 1er de l'arrêté n° 2378 DOM du 28 septembre 1961 susvisé ;

Vu le procès-verbal de remise au service des domaines (Etat) d'une parcelle de terrain sise à Taiohae (Nuku Hiva) en date du 19 avril 1978 ;

Vu le code du domaine de l'Etat,

Arrête :

Article 1er.— Est affectée au secrétariat auprès du ministère de l'intérieur chargé des départements et territoires d'outre-mer une parcelle de la terre Hakapehi dite "Résidence du chef de circonscription administrative", sise à Taiohae (Nuku Hiva), d'une superficie de 1 ha 83 a 75 ca, limitée de tous côtés par le surplus de la terre Hakapehi sur 118,40 m, 126 m, 114,80 m et 112m.

Telle que ladite parcelle figure au plan détenu par le service des domaines et de l'enregistrement.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 3 mai 1978.

Le haut-commissaire,  
Par délégation :  
Le secrétaire général,  
J.-R. GARNIER.



**RECTIFICATIF n° 1873 PEL du 28 avril 1978 à l'arrêté n° 324 PEL du 23 janvier 1978 fixant la date et les épreuves du concours de recrutement de gardiens de la paix, fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française.**

L'article 2 de l'arrêté n° 324 PEL du 23 janvier 1978 susvisé est rectifié comme suit :

**Au lieu de :**

Art. 2.— Les épreuves qui se dérouleront à Papeete comprendront :

.....  
Epreuves physiques (coefficient 1, moyenne des notes obtenues aux différentes épreuves):

**Lire :**

Art. 2.— Les épreuves qui se dérouleront à Papeete comprendront :

.....  
Epreuves physiques (coefficient 4, moyenne des notes obtenues aux différentes épreuves):

Le reste sans changement.

Papeete, le 28 avril 1978.

**Le haut-commissaire,**

**Par délégation :**

**Le secrétaire général,**

**J.-R. GARNIER.**

## EXTRAITS

### Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

#### FONCTION PUBLIQUE

Par décision n° 1696 PEL du 19 avril 1978.— M. Redon Gilles, volontaire au service de l'aide technique, incorporé sur place à compter du 1er avril 1978, est mis à la disposition du chef du service des affaires économiques (logement non fourni).

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 33-10, article 10.

Par décision n° 1697 PEL du 19 avril 1978.— M. Giraud Philippe, médecin, volontaire au service de l'aide technique, embarqué à Paris-Roissy le 13 avril et arrivé à Papeete le 14 avril 1978 par avion de la Cie UTA, est mis à la disposition du médecin-chef de l'hôpital de Mamao (logement non fourni).

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 61-22, poste n° 168 du budget annexe de Mamao.

Par décision n° 1698 PEL du 19 avril 1978.— M. Cherbit Jean, médecin, volontaire au service de l'aide technique, embarqué à Paris-Roissy le 13 avril et arrivé à Papeete le 14 avril 1978 par avion de la Cie UTA, est affecté à l'hôpital de Ua Pou (îles Marquises) - (logement non fourni).

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 37-10, article 60, poste 430.

Par décision n° 1699 PEL du 19 avril 1978.— M. Lemaire Jean, vétérinaire, volontaire au service de l'aide technique, embarqué à Paris-Roissy le 13 avril et arrivé à Papeete le 14 avril 1978 par avion de la Cie UTA, est mis à la disposition du médecin-chef du service d'hygiène territorial (logement non fourni).

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 37-10, article 20.

Par décision n° 1700 PEL du 19 avril 1978.— M. Savic André, chirurgien-dentiste, volontaire au service de l'aide technique, embarqué à Paris-Roissy le 13 avril et arrivé à Papeete le 14 avril 1978 par avion de la Cie UTA, est mis à la disposition du médecin-chef du service d'hygiène dentaire (logement non fourni).

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 37-10, article 20, § 3.

Par décision n° 1735 PEL du 20 avril 1978.— M. Colboc Michel, vétérinaire, volontaire au service de l'aide technique, embarqué à Paris-Roissy le 13 avril et arrivé à Papeete le 14 avril 1978 par avion de la Cie UTA, est mis à la disposition du chef du service de l'économie rurale et affecté à la section " Elevage " (logement non fourni).

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 34-10, article 40.

Par arrêté n° 1765 PEL du 24 avril 1978.— Mlle Yeung Jeanne est déclarée admise au concours interne pour le recrutement d'une assistante de service social du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française des 28 et 31 mars 1978.

Par décision n° 1803 PEL du 25 avril 1978.— M. Breuil Francis, ingénieur divisionnaire des travaux agricoles de 5e échelon, embarqué à Paris-Roissy le 13 avril et arrivé à Papeete le 14 avril 1978, par avion de la compagnie UTA, est remis à la disposition du chef du service de l'économie rurale pour servir en qualité de chef de la section " conditionnement et police phytosanitaire ".

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 41-91, article 20.

Par décision n° 1821 PEL du 26 avril 1978.— M. Howan Vincent, ingénieur, volontaire au service de l'aide technique, incorporé sur place à compter du 1er avril 1978, est mis à la disposition du chef du service de l'équipement (logement non fourni).

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 31-10, article 10.

Par décision n° 1856 PEL du 27 avril 1978.— M. Tuiho Henere, gardien de la paix de 6e échelon de la police nationale (corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française), embarqué à Paris-Roissy le 15 janvier et arrivé à Papeete le 15 janvier 1978, par avion de la compagnie UTA, a repris son service à la sûreté générale de Papeete le 17 mars 1978.

Dépense imputable au budget Etat : chapitre 31-21, article 40.



## AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 255 AA du 17 avril 1978.— Est autorisé à la demande de M. Tutaha Salmon, président de la ligue des piroguiers, un troisième et dernier report au 30 avril 1978 du tirage de la tombola de la ligue, initialement prévu pour le 2 octobre 1977 et reporté au 24 décembre 1977.

Par arrêté n° 259 AA du 17 avril 1978.— Est autorisé à la demande de M. Gaston Flosse, président du Tahoeraa Huiraatira le report au dimanche 28 mai 1978 du tirage de la tombola de l'association, initialement prévu pour le 26 février 1978.

Par arrêté n° 263 AA du 17 avril 1978.— Conformément aux dispositions de l'article 2 de la délibération du 8 juin 1961, une licence de bureau de voyages ou licence limitée, dite licence B, est délivrée à la Compagnie Maritime Polynésienne.

Par arrêté n° 265 AA du 17 avril 1978.— Est enregistrée sous le n° 8 conformément à l'article L 574 du code de la santé publique, la déclaration datée du 23 mars 1978 de Mme Pauline Laille, pharmacien, faisant connaître qu'elle exploite l'officine de pharmacie sise à Mahina - PK 9,500, objet de la licence n° 22 délivrée le 30 septembre 1977 par arrêté n° 136 AA.

Par décision n° 287 AA du 24 avril 1978.— L'autorisation de posséder un dépôt de médicament à son cabinet médical sis à Mataiea, accordée à M. Jean-Claude Raymond, docteur en médecine, par arrêté du 2 février 1977, est abrogée.

Par arrêté n° 288 AA du 24 avril 1978.— Est autorisé à la demande de M. Teheiura Teriipaia, président de l'association Maina-Nui, un ultime report au samedi 27 mai 1978 du tirage de la tombola de ladite association, initialement prévu pour le 19 juin 1976.

Au cas où le tirage n'aurait pas lieu le 27 mai 1978, l'annulation de la tombola sera prononcée d'office et ses organisateurs seront tenus de rembourser les billets vendus conformément aux dispositions prévues par la délibération n° 75-96 du 3 juillet 1975.

Par arrêté n° 258 A du 17 avril 1978.— La société anonyme "Marara", est autorisée à installer provisoirement un (1) groupe électrogène de chantier et de secours de cent (100) KVA, sur la terre Taamatua, sise dans la commune de Bora-Bora, commune associée de Nunue.

L'installation du groupe électrogène est autorisée sous réserve d'antiparasitage, d'échappement silencieux en sol et d'insonorisation maximale de l'abri à équiper de deux extincteurs de 10,700 kgs, chargé en hydrocarbures halogénés ou de caractéristiques équivalentes.

Cette autorisation deviendra caduque à l'échéance de 3 mois à l'issue desquels la société anonyme "Marara" devra présenter une nouvelle demande d'alimentation en énergie électrique de son complexe hôtelier.

Par arrêté n° 292 A du 24 avril 1978.— M. Christian Delorère, domicilié à Taiohae, Nuku-Hiva est autorisé à installer un élevage de poules pondeuses sur la terre "Takiuta" sise dans la commune associée de Taiohae, commune de Nuku Hiva.

Cet élevage comprendra 500 (cinq cents) poules pondeuses.

M. Christian Delorère devra respecter les prescriptions du chef du secteur agricole en ce qui concerne les conditions de recueil des fientes de nettoyage et d'assainissement pour éviter toute pollution extérieure.

La présente autorisation deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

Par arrêté n° 293 A du 24 avril 1978.— M. Richard Tirao, domicilié à Mahina P.K. 9, est autorisé à installer un atelier de menuiserie sur un terrain sis dans la commune de Mahina P.K. 9, côté montagne, sur une parcelle de l'ancien domaine Paul Martin, à 35 mètres environ de la route de ceinture.

L'installation sera équipée des appareils suivants :

- 1 machine combinée,
- 1 scie circulaire,
- 1 scie à ruban,
- 1 perceuse et 1 polisseuse.

M. Richard Tirao devra soumettre les horaires de travail à l'approbation de l'inspection du travail et des lois sociales, insonoriser au maximum l'atelier et prévoir la pose de 2 extincteurs de 6 kgs chacun à poudre polyvalente ou de caractéristiques équivalentes dans des endroits visibles et facilement accessibles.

Cette autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à la réalisation de l'installation, à demander dans les conditions réglementaires.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

Par arrêté n° 294 A du 24 avril 1978.— M. John Vaitoare, domicilié à Tiarei P.K. 27,500 côté mer, est autorisé à installer une station distributrice de carburants sur la terre "Teurufaitai", sise dans la commune associée de Tiarei, commune de Hitiaa O Te Ra, P.K. 27,500 côté montagne.

Cette installation est autorisée sous réserve de :

- a) prévoir la pose de deux extincteurs de 6 kgs chacun à poudre polyvalente ou de caractéristiques équivalentes, dans un endroit visible et facilement accessible,
- b) prévoir la pose d'un poteau incendie normalisé de 80 mm de diamètre avec tous ses accessoires,
- c) mettre en place un bac à sable de 5 m3 avec pelles et seaux,
- d) prévoir le traitement par un bac dégraisseur des eaux de ruissellement et de lavage,
- e) mettre en place un écriteau "défense de fumer" (lettres rouges sur fond blanc) à un emplacement parfaitement visible des usagers,

f) prévoir la plantation d'une baie vive, haute et dense, en contiguïté avec la propriété avoisinante occupée par Mme Hélène Tetuanui,

g) l'amélioration des conditions de sortie et d'accès sur la route de ceinture, conformément aux indications portées sur le plan d'ensemble du projet de l'architecte par le service de l'équipement du territoire.

Cette autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à la réalisation de l'installation, à demander dans les conditions réglementaires.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

Par arrêté n° 295 A du 24 avril 1978.— Mme Michelle Zaitzeff, domiciliée à Pirae B.P. 5062, est autorisée à installer à l'emplacement du restaurant le Sydney un dancing-discothèque, sis dans la commune de Papeete, rue des Ecoles, immeuble Shan Sei Fan.

Cette installation comprendra :

- un amplificateur de deux (2) fois 125 W.,
- quatre (4) haut-parleurs de 100 W.,
- deux (2) platines "Garrard" 2.000 B,
- et une table de mixage "Akai".

Ce dancing-discothèque disposera, pour la sécurité du public, des matériels suivants :

- 1/ - pour la réserve, une porte coupe-feu de degré 1/2 heure, à fermeture automatique,
- 2/ - quatre (4) extincteurs de 4 kgs à poudre polyvalente (ou de caractéristiques équivalentes) placés dans des endroits visibles et facilement accessibles,
- 3/ - un éclairage de sécurité du type 3,
- 4/ - deux (2) échelles de secours.

En outre, afin d'éviter toute dispersion du son hors de cet établissement, outre l'isolation complète du local, des portes d'entrée formant sas seront mises en place au deuxième niveau.

Cette autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à la réalisation de l'installation, à demander dans les conditions réglementaires.

Elle deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

\*  
\*  
\*

#### ECONOMIE RURALE

Par arrêté n° 262 ER du 17 avril 1978.— L'affectation de ressources du fonds forestier de la Polynésie française, est établie comme suit pour le programme 1978.

Opérations 1/78	îles du Vent	17.760.000
2/78	îles Sous-le-Vent	7.210.000
3/78	îles Australes	1.660.000
4/78	îles Marquises	8.370.000
5/78	Primes de reboisement	4.000.000
Total		39.000.000

\*  
\*  
\*

#### FONDS SPECIAL DE L'HABITAT

Par arrêté n° 256 FSH du 17 avril 1978.— Sont désignées pour deux ans en tant que membres du comité de gestion du fonds spécial de l'habitat les deux organisations patronales et les deux organisations des travailleurs suivantes :

- 1 - *Organisations patronales.*
  - Syndicat patronal du bâtiment et des travaux publics,
  - Syndicat des industriels de la Polynésie française.
- 2 - *Organisations des travailleurs.*
  - La fédération des syndicats de Polynésie française,
  - Le syndicat autonome des travailleurs de Polynésie.

\*  
\*  
\*

#### FONDS SPECIAL D'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Par arrêté n° 266 FSIDAP du 17 avril 1978.— A titre d'aide à la production horticole, Mme Martin et M. Rivière, horticulteurs à Afaahiti, bénéficieront :

- d'une prime de 160.000 francs ;
- d'une prime pour charge d'intérêts de 44.782 francs.

La dépense est imputable au F.S.I.D.A.P. opération 4/77 la prime sera payable sur le compte SOCREDO n° 17110 M de Mme Martin et M. Rivière.

Dans le cas de cessation d'activité dans un délai de 5 ans, Mme Martin et M. Rivière seront astreints de rembourser la totalité des sommes versées en application du présent arrêté.

Par arrêté n° 267 FSIDAP du 17 avril 1978.— A titre d'aide à la production horticole, M. Alfred Taputuarai, horticulteur à Mahina, bénéficiera :

- d'une prime de 330.000 francs ;
- d'une prime pour charge d'intérêts de 97.240 francs.

La dépense est imputable au F.S.I.D.A.P. opération 4/76 la prime sera payable sur le compte SOCREDO n° 09345 G de M. Alfred Taputuarai.

Dans le cas de cessation d'activité dans un délai de 5 ans, M. Alfred Taputuarai sera astreint de rembourser la totalité des sommes versées en application du présent arrêté.

Par arrêté n° 296 FSIDAP du 24 avril 1978.— A titre d'aide à la production horticole, Mme Claude Coppenrath, horticulteur à Pirae, bénéficiera :

- d'une prime de 198.000 francs ;
- d'une prime pour charge d'intérêts de 39.725 francs.

La dépense est imputable au F.S.I.D.A.P. opération 4/77 la prime sera payable sur le compte SOCREDO n° 20058 C de Mme Claude Coppenrath.

Dans le cas de cessation d'activité dans un délai de 5 ans, Mme Claude Coppenrath sera astreinte de rembourser la totalité des sommes versées en application du présent arrêté.

Par arrêté n° 297 FSIDAP du 24 avril 1978.— A titre d'aide à la production horticole, M. Teai Maurice, horticulteur à Mataiea, bénéficiera :

- d'une prime de 165.000 francs ;
- d'une prime pour charge d'intérêts de 60.696 francs.

La dépense est imputable au F.S.I.D.A.P. opération 4/77 la prime sera payable sur le compte SOCREDO n° 4879 L de M. Teai Maurice.

Dans le cas de cessation d'activité dans un délai de 5 ans, M. Teai Maurice sera astreint de rembourser la totalité des sommes versées en application du présent arrêté.

\*  
\*  
\*

#### GENDARMERIE

Par arrêté n° 1657 GEND du 17 avril 1978.— L'arrêté n° 7569 GEND du 20 décembre 1976 est rapporté. En conséquence la fonction accessoire d'agent spécial, est supprimée, toutes les autres dispositions de l'arrêté modifié demeurent en vigueur.

\*  
\*  
\*

## JUSTICE

Par arrêté n° 1777 J du 24 avril 1978.— Le gendarme Thomas Claude, de la brigade de Tuamotu avec résidence à Papeete (Tahiti) est chargé de fonctions d'huissier et est investi de fonctions notariales, pour les actes courants, d'importance réduite, pour ce qui concerne les îles et atolls des communes ci-après :

Takaroa, Nukutavake, Makemo, Fangatau, Moorea (Maiao), Tureia, Anaa, Tatakoto, Pukapuka, Rangiroa (Makatea), Fakarava, Reao, Hikueru, Napuka, Gambier (Tenararo - Vahanga - Tenarunga - Matureivavao - Marutea sud - Maria - Morane), Hao (Rekareka - Tauere - Paraoa - Nengonengo - Manuhangi - Ahunui - Herehere-tue - Anuanuraro - Nukutipipi - Anuanurangi).

Avant d'entrer en fonction, le gendarme Thomas Claude prêtera les serments prescrits par la loi.

Le gendarme Thomas Claude assumera ses fonctions dès la publication du présent arrêté.

\*  
\*  
\*

## TRAVAIL ET LEGISLATION SOCIALE

Par arrêté n° 1813 TLS du 26 avril 1978.— MM. Jean Vernaudeau et Yvonnick Allain sont nommés assesseurs du conseil d'arbitrage saisi du différend collectif intervenu dans le secteur du commerce en matière de revalorisation des salaires minima hiérarchisés conventionnels.

Le président du tribunal supérieur d'appel, président du conseil d'arbitrage et l'inspecteur du travail et des lois sociales de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

## SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

DECISION n° 116 AE du 19 avril 1978 homologuant le prix de vente au détail des cigares, cigarettes et tabac.

Le chef du service des affaires économiques,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 74-2 du 9 janvier 1974 rendue exécutoire par arrêté n° 139 FT du 16 janvier 1974 fixant les taux de droits de consommation applicables aux tabacs lors de leur mise à la consommation sur le territoire ;

Vu la délibération n° 74-5 du 9 janvier 1974 rendue exécutoire par arrêté n° 139 FT du 16 janvier 1974 portant suppression du comptoir général d'achat et de vente des tabacs ;

Vu la délibération n° 74-61 du 30 mai 1974 rendue exécutoire par arrêté n° 2014 AE du 1er juin 1974, modifiant et complétant la délibération n° 74-2 du 9 janvier 1974 susvisée, fixant les taux de droits de consommation applicables aux tabacs ;

Vu l'arrêté n° 2015 AE du 1er juin 1974, approuvé en conseil de gouvernement dans sa séance du 1er juin 1974, déterminant le décompte d'établissement du prix de vente des cigarettes, cigares, cigarillos et tabacs sur le territoire de la Polynésie française, et habilitant le chef du service des affaires économiques à homologuer, sur justifications comptables, tout nouveau prix de vente au détail de marques de cigarettes, cigares, cigarillos et tabacs à la consommation sur le territoire ;

Vu les justifications comptables,

## Décide :

Article 1er.— Sont homologués pour compter du 24 avril 1978, les nouveaux prix de vente au détail, à Tahiti, des cigarettes, cigares et tabacs ci-après :

## Cigarettes

Fine Menthol & Virginie 3.150 FCP les 1.000 cigarettes, soit 63 FCP le paquet. (Ces cigarettes Fine remplacent les Disque Bleu qui ne sont plus importées).

## Cigares

Agio filter tip 11.200 FCP les 1.000 cigares, soit 11,20 FCP le cigare

Agio Slenderellas 17.800 FCP les 1.000 cigares, soit 17,80 FCP le cigare

Statesman Corvette 23.000 FCP les 1.000 cigares, soit 23 FCP le cigare

Statesman Lancer 17.500 FCP les 1.000 cigares, soit 17,50 FCP le cigare

Statesman Panatella 27.000 FCP les 1.000 cigares, soit 27 FCP le cigare

## Tabacs

Bison (paquet de 45 grs) 1.605 FCP le kilo, soit 72 FCP le paquet

Neptune (paquet de 35 grs) 1.428 FCP le kilo, soit 50 FCP le paquet

Scaferlati Narval (paquet de 50 grs) 1.080 FCP le kilo, soit 54 FCP le paquet.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 19 avril 1978.

L. SAVOIE.

## SUBDIVISION ADMINISTRATIVE DES ILES DU VENT

AVENANT n° 1710 IDV/A du 19 avril 1978 à la décision n° 73-874 IDV/AU du 14 janvier 1974 autorisant le morcellement Minona Cowan à Arue P.K. 4,600 côté mer.

Le haut-commissaire de la République  
en Polynésie française, chef du territoire,  
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977, relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire ;

Vu l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements ;

Vu la décision d'autorisation n° 73-874 IDV/AU en date du 14 janvier 1974 concernant le morcellement dénommé "Morcellement Minona Cowan" ;

Vu la demande de modification déposée le 24 janvier 1978 par Me Marcel Lejeune, pour le compte de Mme Minona Cowan ;

Vu l'avis des locataires du morcellement, en date du 13 février 1978 ;

Vu l'avis du maire de la commune de Arue en date du 3 avril 1978 ;

Vu l'avis favorable du chef du service de l'aménagement du territoire, p.i.,

Décide :

Article 1er.— Le bail-type du morcellement " Minona Cowan " est modifié comme suit :

Au lieu de :

" Article 7 : Habitation bourgeoise - Interdiction de morcellement.

" Le terrain loti est exclusivement destiné à la construction de maisons à usage d'habitation bourgeoise.

.....

Lire :

" Article 7 : Habitation bourgeoise - Interdiction de morcellement.

" Le terrain loti est exclusivement destiné à la construction de maisons à usage d'habitation bourgeoise, à l'exception du lot 1 où pourra être exercé un commerce.

.....

Le reste sans changement.

Art. 2.— L'accès au lot 1 ne pourra se faire, quelqu'en soit sa destination, que par la voie du lotissement.

Art. 3.— Le présent avenant est à annexer au dossier d'origine mis à la disposition du public au secrétariat de la mairie d'Arue et au secrétariat du service de l'aménagement du territoire.

Papeete, le 19 avril 1978.

Le haut-commissaire et par délégation :

Le chef de la subdivision administrative  
des îles du Vent,  
J.J. DELARCE.

## AVIS OFFICIELS

### SERVICE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

#### INDICE DES PRIX DE DETAIL A LA CONSOMMATION FAMILIALE au 1er Mai 1978

Application de l'arrêté n° 3352 AE du 6 juillet 1977.

Base 100 au 1<sup>er</sup> novembre 1972

Indice général .....	178,17
Alimentation et boissons .....	177,09
Habillement .....	169,43
Habitation .....	187,06
Hygiène et soins .....	144,46
Transports et communications .....	191,61
Culture - Loisirs - Distractions .....	155,01

### SERVICE DES DOUANES

#### COURS DES CHANGES pour l'application des droits et taxes de douane (Arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961).

Période du 15 mai au 31 mai 1978

PAYS	DEVISES	COURS EN FRS. PACIF.
ETATS-UNIS.....	1 dollar U.S.A.	84, 28
CANADA.....	1 dollar canadien	75, 15
ALLEMAGNE OCCIDENTALE.	1 deutsch mark	40, 30
AUTRICHE.....	1 schilling	5, 60
BELGIQUE.....	1 franc belge	2, 58
DANEMARK.....	1 couronne danoise	14, 82
GRANDE-BRETAGNE.....	1 Livre sterling	153, 08
ITALIE.....	100 liras	9, 69
NORVEGE.....	1 couronne norvég.	15, 49
PAYS-BAS.....	1 florin	37, 67
PORTUGAL.....	1 escudo	1, 86
SUEDE.....	1 couronne suéd.	18, 15
SUISSE.....	1 franc suisse	42, 77
AUSTRALIE.....	1 dollar	95, 52
NOUVELLE-ZELANDE.....	1 dollar	85, 21
HONG-KONG.....	1 dollar	18, 16
JAPON.....	100 yens	37, 45
ESPAGNE.....	1 peseta	1, 04
SINGAPOUR.....	1 dollar	36, 10
FIDJI.....	1 dollar	95, 44

### SERVICE DE LA CURATELLE

#### AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 27 janvier 1855 il est donné avis de l'ouverture de la succession vacante de :

- M. BASSE Marius Pierre Léon Gabriel, sans profession, domicilié à Taravao, décédé à Papeete, le 19 avril 1978.

Les personnes qui auraient des droits à la succession sont invitées à les faire connaître et à en justifier au Curateur de Papeete, soussigné.

Les créanciers de la succession sont également invités à produire leurs titres.

Le curateur aux successions et  
biens vacants,  
Y. ALLAIN.

### CABINET DU HAUT-COMMISSAIRE

Par ordonnance n° 733 du 24 avril 1978 de Monsieur le Président du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete, enregistrée à Papeete, le 26 avril 1978 (F° 758 bordereau 1628/7) ont été déclarées expropriées pour cause d'utilité publique au profit de la société d'équipement de Tahiti et des îles (S.E.T.I.L.), les parcelles de terre nécessaires aux travaux de réalisation du raccordement de la route de ceinture à la route de dégagement ouest de Papeete, dans la commune de Punaauia, telles que ces parcelles sont désignées au tableau ci-après :

N° du plan parcellaire	Désignation des terres	Superficies à acquérir	Noms des propriétaires connus ou supposés (tels que ces renseignements ont été recueillis par l'expropriant)	Adresses	Dates et lieux de naissance	Observations
03	Teiviroa 2 Ariitu 1 - 2 Parcelle A	353,5 m2	M. Yves Fagu	P.K. 8 côté mer Punaauia	né le 24 mai 1932 à Papeete	
03 bis	Teiviroa 2 Ariitu 1 - 2 Parcelle A 1	112,5 m2	M. Li Thagnin et Mme Hina Mapu son épouse	Rue Gadiot Pirae	né le 6 février 1932 à Papeari née le 5 septembre 1930 à Fakahina	
03 ter	Teiviroa 2 Ariitu 1 - 2 Servitude	79 m2	Mme Vve Pierre Fagu née Crane Patricia	P.K. 8 côté mer Punaauia	née le 14 octobre 1919 à Oil City (Pensylvanie) né le 24 mai 1932 à Papeete	
04	Ariitu 3	1.270 m2	Mme Chungue Ginette épouse Siu	Ets S.T.H. Fare-Ute Papeete	née le 13 août 1928 à Papeete	
05	Atipuhi - lot 1	1.090 m2	M. Paraurahi Urei Tamatahau Tehahe Mme Terouru Taimoe	P.K. 8,050 côté mer - Punaauia	né le 15 novembre 1918 à Uturoa née le 2 décembre 1928 à Hitiaa	
06	Atipuhi - lot 2	276 m2	Melle Jordan Françoise	B.P. 245 Papeete	née le 11 avril 1933 à Papeete	
07	Tunaiti - 1 Lot 1	416 m2	Consorts Irea-Fuller			(1)
08	Tunaiti - 2 Lot 1	1.476 m2	Consorts Irea-Fuller			(1)
09	Tefautea	396 m2	M. Dean Yves Shau	Ste-Amélie domaine Zeimet Quesnot Papeete	né le 30 décembre 1960 à Papeete	
10	Tefautea	550 m2	Succession William Fuller			
11	Tepaturoa	400 m2	M. Félix Fuller et Mme Eugénie Galenon son épouse	Av. Paraita et Prince Hinoi Papeete	né le 10 décembre 1910 à Papeete née le 9 mars 1909 à Opoa (Raiatea)	
12	Outuroa Atiio 1	896 m2	Sté Com. Immobilière Africaine des Chargeurs Réunis	U.T.A. Papeete		
13	Atiio 2 (partie)	20 m2	Sté Com. Immobilière Africaine des Chargeurs Réunis	U.T.A. Papeete		
15	Atiio 2 (partie)	500 m2	M. Tareti Virituaragi Ruonuku époux de Temae Romana	P.K. 8,250 côté montagne Punaauia	né le 22 décembre 1939 à Paea née le 2 mai 1939 à Pukarua (Tuamotu)	
19	Tepaheehee Mataanaana	1.601 m2	Succession Viriamu Fuller			(1)
20	Mataanaana et Tearofai (partie)	360 m2	Mme Veuve Hayem née Brault	Hôtel Tahiti Auae à Faaa	née le 30 mars 1892 à Papeete	
21	Teava (partie)	194 m2	M. Francis Fuller Mme Marthe Vivish son épouse	Trésor à Papeete	né le 26 janvier 1920 à Papeete née le 16 février 1929 à Afaahiti	
22	Tepua (partie)	148 m2	Mme Vve Hayem née Brault	Hôtel Tahiti Auae à Faaa	née le 30 mars 1892 à Papeete	
23	Teari-Taputuarai	110 m2	M. Gratien Taputuarai et son épouse	P.K. 8,600 côté montagne à Punaauia	né le 7 juillet 1920 à Pirae née le 7 août 1923 à Teavaro (Moorea)	
23 bis	Teari-Taputuarai	84 m2	Mme Vve Aroarii Taputuarai	Afareaitu (Moorea)	née le 11 mai 1939 à Papeete	

N° du plan parcellaire	Désignation des terres	Super- ficies à acquérir	Noms des propriétaires connus ou supposés (tels que ces ren- seignements ont été recueillis par l'expropriant)	Adresses	Dates et lieux de naissance	Observations
24 bis	Punaauia	33 m2	Consorts Taputuarai	sur les lieux		
25	Mataanaana	224 m2	Héritiers Raitae - Fuller			
26	Mataanaana et Teaofai (partie)	542 m2	Succession Fuller S.C.I. Mataanaana en cours de revendication	U.T.A. Papeete		
27	Teaoa (partie)	408 m2	Mme Maeva Fuller épouse Dau- phin Léopold	P.K. 8,550 côté mer Pu- naauia	née le 17 septembre 1934 à Papeete né le 28 octobre 1932 à Papeete	
28	Tepua (partie)	407 m2	M. Jean Brès	Lotissement Taina Pu- naauia Tahiti Pétroles B.P. 5 à Papeete	né le 12 septembre 1917 à Maau (Seine-Maritime)	
29	Teari-Taputuarai	647 m2	Succession Teari Taputuarai	M. Taputuarai à Moorea	né le 10 août 1881 à Paes	
30	Taputuarai	305 m2	M. Atoni Taputuarai Mme Teata a Ra'a son épouse	Av. du Chef Vairaatoa à Papeete	né le 5 août 1911 à Pirae née le 19 septembre 1920 à Vairao	
31	Teari Taputuarai	363 m2	M. Atoni Taputuarai	Av. du Chef Vairaatoa à Papeete	né le 5 août 1911 à Pirae	
32	Punaauia (partie)	4 m2	SCET COOP	Av. Prince Hinoi à Pa- peete		
34	Punaauia (partie)	209 m2	Mme Marthe Collos épouse Sa- voie	Av. des Alpes à Greoux- les-Bains	née le 10 août 1901 à Fé- camp (France)	
35	Dom. Vaipoopoo	238 m2	SCI Papearia du front de mer	B.P. 403 Papeete		
42	Papearia					
37	Dom. Papearia Lot 14	154 m2	Mlle Gooding Frèdeane M. Gooding Gilles	Off. Anc. Combat. Off. Postes Télécom.	née le 27 octobre 1953 à Papeete né le 19 décembre 1957 à Papeete	
44	Dom. Vaipoopoo ou Papearia Lot 14	31 m2	Mlle Gooding	Off. Anc. Combat.	née le 27 octobre 1953 à Papeete	
39	Dom. Vaipoopoo ou	175 m2	Mme Smidt Christine épouse	P.K. 9,200 Punaauia	née le 18 février 1932 à	
46	Papearia Lot 15		Brémond Jean		Papeete	
41	Dom. Papearia (partie)	217 m2	Mme Marie Voirin épouse Mas- sal	B.P. 5081 Papeete	née le 23 janvier 1922 à Rangiroa (Tuamotu)	
43	Papearia (Marina	1,939 m2	SCI "Lotus"	Etude Lejeune Papeete		
45, 46	"Lotus")					
47	Papearia	101 m2	M. Tracqui Pierre Mme Jeanine Fond son épouse	B.P. 8 Papeete	né le 20 juillet 1921 à Phi- lippeville (Algérie)	
49	Papearia	64 m2	Mme Suzanne Chabain	P.K. 9,300 Punaauia	née le 4 septembre 1917 à Makatea (Tuamotu)	
51	Papearia Lot 3	62 m2	M. Marcel Izy-Schwartz	8, rue des Réservoirs 78510 Triel France	né le 13 avril 1917 à Bou- logne (France)	
52	Papearia Lot 19	178 m2	SCI "Résidence Lotus"	P.K. 13 côté mer Pu- naauia		
53	Papearia Lot 4	40 m2	M. Renaud Laroche	P.K. 9,500 Punaauia	né le 7 septembre 1911 à Asnières (France)	
54	Papearia Lot 9	37 m2	M. Resnay Nicolas	B.P. 2659 Papeete	né le 5 octobre 1924 à Papeete	
57	Papearia Lots	542 m2	Succession M. Carl Rehnberg	B.P. 506 Papeete (M. Hintzé)	né le 15 juin 1927 à Ste- Augustine (Floride) U.- S.A., décédé fin janvier 1977	

La présente publication est faite afin que les personnes qui auraient des privilèges ou hypothèques aient à faire valoir leurs droits conformément aux prescriptions du décret du 5 novembre 1936 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en Polynésie française.

## SERVICE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

### ETAT RECAPITULATIF DES AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS

*Permis délivré le 4 avril 1978*

N° 77-803 IDV/A, M. Vahine Tu, terres Ahototeina Maruahutu Mataiea PK 44,4 commune de Teva I Uta, 2 hangars d'élevage, 1 abattoir, 1 abri à groupe électrogène, 6 abris légers ;

N° 77-1014, M. Robert Reutlinger, partie terre Tepohue (parcelle n° 288), Haapiti commune de Moorea-Maiao, 1 bungalow ;

N° 77-1046, M. Pierre Cordier, parcelle terres Vaihairi et vallée Faareia, Paopao, commune de Moorea-Maiao, 1 mur de protection, 1 terrasse ;

N° 78-96-1, M. Siméon Tematahotoa, lot 1 terre Tepamatai, Mahina, 1 modification ;

N° 78-117, M. Julien Maraia, terre Faraari, Pueu PK 10,2 commune de Taiarapu Est, 1 maison d'habitation ;

N° 78-122, Mme Teniniatua Taaroa Ata, terre Tepohue, PK 2,6 Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 78-149, M. Guy Mai, parcelle 5 domaine Cowan Hitiaa PK 38,6 commune de Hitiaa O Te Ra, 1 maison de week-end ;

N° 78-221, M. Maurice Cornu, parcelle n° V 1197 F lotissement Pamatai, Faaa, 1 garage, 1 terrasse couverte ;

N° 78-236, Mme Louise Rupea née Hopu, parcelle terre Teanini PK 15 côté mer Punaauia, 1 modification ;

N° 78-238, Mme Vve Oito Tavi épouse Poroiae, lot 3 terre Pupahiri 2, Teavaro commune de Moorea-Maiao, 1 maison d'habitation ;

N° 78-241, M. André Villant, parcelle terrain détachée parcelle B lot 2 ancien dom. Brinckfield, Mahina PK 13, 1 maison d'habitation ;

N° 78-242, M. Philippe Byot, terre Momonateitu, près lot. Tiki Tapu, Maharepa commune de Moorea-Maiao, 1 maison d'habitation ;

N° 78-245, M. et Mme Claude Malric, lot 113 A lotis. Tahua Rahi Super Mahina, Mahina, 1 maison d'habitation ;

N° 78-248, M. Julien Leou Tham, lot 13 lotis. Les Vini Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 78-249, M. Yue Ten Kee Yue Koung dit Siki, parcelle constituant parcelle A du plan partage amiable d'une partie du lot 3 des terres Fareto 1 et 2 Arue PK 6,7 1 maison d'habitation ;

N° 78-250, Joël Tapu, lot 1 parcelle terres Taumataura-Tumatahoroa, Afareaitu (commune de Moorea-Maiao), 1 maison d'habitation ;

N° 78-252, Mlle Tino Varney, parcelle A1 lot 4 bis domaine Pamatai, Faaa-Pamatai, 1 maison d'habitation ;

*Permis délivré le 7 avril 1978*

N° 76-659-1, M. Arnold Ebb, parcelle D partage des lots 2 bis terres Tefautea 2 et 3 Punaauia - côté montagne PK 11,1 1 modification ;

N° 77-1022, M. le maire de la commune de Taiarapu ouest, terre Faururu-Teahupoo commune de Taiarapu ouest, 1 salle omnisport ;

N° 78-131, M. Ebeneta Hamblin, lot 48 terre appartenant à l'église évangélique de Polynésie française Tautira (en face du Temple) commune Taiarapu Est, 1 maison d'habitation ;

N° 78-153 M. et Mme Wing Kit Casta Lau, lot 1 & 2 terre Atitamaru Papara PK 37,6, 1 immeuble commercial et d'habitation ;

N° 78-178, M. le président du conseil d'administration des biens de l'E.E.P.F., terre Tefarerii 3 (appartenant à l'église évangélique Faaa - PK 4,8, côté montagne, une salle de réunion et 1 bloc sanitaire ;

N° 78-189, M. Temutamaru Hutihuti, lot 9 lotis, Walker Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 78-253, M. Vanaa Teruaotu lotis. Paparoa 2 (lot C. 7) Afaahiti (commune Taiarapu Est), 1 maison d'habitation ;

N° 78-254, M. Moeava Mauati, lot 18 lotis. Rose Moana Faaa PK 5, rue St Hilaire, 1 maison d'habitation ;

N° 78-258, M. Jean-Jacques Devemy, lot 179 îlot F lotis. Puurai Faaa, 1 modification ;

N° 78-259 Mme Agnès Tchoung Yao née Teriitaumihau, terre Paai Mahaena (commune de Hitiaa O Te Ra) PK 32,5, 1 maison d'habitation ;

N° 78-260, Mme Marie-Jeanne Tehau, lot 3 terre Mave-raura Tuhamaru, Punaauia - PK 11,8, 1 maison d'habitation ;

N° 78-261, M. le chef du service de l'économie rurale, terrain domanial appartenant au service de l'économie rurale Papara (PK 39,2), 1 hangar ;

N° 78-265, M. Maurice Iotefa, lot 38 lotis. Punavai-Plaine Punaauia - P.K. 13,100, 1 modification ;

N° 78-267, M. Philippe Avae, lot 4 lotis. Villierme Papara PK 36, 1 maison d'habitation ;

N° 78-269, M. Jacques Teremate, lot C2 lot 3 pté Tehei Scholermann, Punaauia, PK 12, 1 maison d'habitation ;

*Permis délivré le 11 avril 1978*

N° 78-102, M. Edouard Deligny, lot 3 du plan de partage du lot 5 dépendant des terres Mouahoau 3 et Tetahu Punaauia PK 12,500, 1 maison d'habitation ;

N° 78-247, Mme Rosita Domingo née Pou-Sin, lot 6 du lotissement Heiarii Arue PK 4,500 côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 78-264, Mme Tamara Tetuaaraia, parcelles terres Tepapapua et Faraari Pueu PK 10,200 côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 78-266, M. Michel Liron, lot D 72 du lotissement " Le Lotus " à Punaauia, 1 bungalow ;

N° 78-266, M. Robert Chan, terres Vaihopia et Teiriiri Paea PK 27,100, 1 agrandissement ;

N° 78-270, Mme Gloria Lasserre, parcelle du lot 1 du partage de la terre Purua ( partie Nord) à Pirae près du domaine Labbé, rue Tuterai Tane, 1 maison d'habitation ;

N° 78-276, Mlle Marurai et M. Isidore Teniarahi, terre " Paepaeiriiri 1 " quartier Ahui PK 14,200 Tautira, 1 maison d'habitation ;

N° 78-278, M. Taaroa Pito, terre Vaihoro lieu-dit Faaripo Papenoo PK 15, vallée de Papenoo, 1 maison d'habitation ;

N° 78-129, M. le chef du service de l'équipement du territoire, C.E.S. de Papara PK 36, 1 bâtiment ;

N° 78-271, M. Henri Joux, avenue de Général de Gaulle (pont Nahoata) Pirae, 1 agrandissement ;



*Permis délivré le 14 avril 1978*

N° 77-1059, M. François Bordes gérant sté agricole Rauvau, plateau Rauvau - Afaahiti commune de Taiarapu Est 1 porcherie ;

N° 78-194, MM. Enrique Braun-Ortega et Josef Losberg, terre Papahanihani, Teavaro commune de Moorea-Maiao PK 6 - côté mer, 1 maison d'habitation, 1 abri groupe électrogène ;

N° 78-211 Mlle Christine Gisclard, terre Tearama (partie) Paea - PK 25 côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 78-225, M. Marcel Kato, terre Vairao - PK 33,800 côté montagne - Papara, 1 maison d'habitation ;

N° 78-255 M. et Mme Assam Wong, parcelle terre Arevareva-Vahiapa (pté André Juventin) Pamatai-Faaa), 1 maison d'habitation ;

N° 78-275, M. Taina Marsters, lot 14 domaine Pamatai-Faaa, 1 maison d'habitation sans garage ;

N° 78-277, M. Henere Taurei, lot 4 lotis. Farauouo, Papara - PK 35, côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 78-280, M. Bardaise Taraihaupuhiri, terre Mataiva 1 - Papenoo, commune Hitiaa O Te Ra, PK 17,5 côté montagne, 1 maison d'habitation ;

N° 78-284, M. et Mme Yo Yen Tsu, lot A pte Passard, Paea PK 22,3, 1 maison d'habitation ;

N° 78-130-1, M. Victor Tapeta, parcelle Oopu, Punaauia, PK 18, côté montagne 1 changement d'implantation ;

N° 78-163, Mlle Eugénie Terautahi Le Gayic, lot 3 dépendant partage amiable parcelle B pte Conroy Papara PK 35,3 côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 78-286, M. Edwin Chang Kun Sung, lot B 8 lotis. Vahine Moena, Papara PK 36,8, 1 maison d'habitation ;

N° 78-290, Mme Dominique Sellier parcelle pte Mozelle, Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 78-295, M. Lewis Richmond, parcelle formant lot 3 pte Villierme dépendant terres Raaro, Neepe, Pupa et Teoneter Mahina PK 9,5, 1 maison d'habitation ;

N° 78-299, M. Lewis Richmond, parcelle terre Omeho, parcelle n° 213 Papara PK 35,5 côté montagne, 1 atelier menuiserie ;

*Permis délivré le 19 avril 1978*

N° 77-975, Monseigneur Michel Coppenrath, terre appartenant au CAMICA à Afaahiti (Taiarapu-Est) PK 60, 1 extension (école) ;

*Permis délivré le 21 avril 1978*

N° 77-759, M. Edouard Gavaldon, lot n° 1 du lotissement Minona Cowan à Arue, 1 aménagement (parking) ;

N° 78-8-1, M. Yves Marty, parcelle n° 3 appartenant à la mission catholique Paea PK 21,800, 1 agrandissement ;

N° 78-127, M. Eric Joseph Picard, parcelle de la terre Teeri (surplus) Faaone PK 52 (Taiarapu-Est), 1 maison d'habitation ;

N° 78-174 M. Tohitika Faulura Tehiva, lot 6 du lotissement Vaita Reia à Faaa, 1 maison d'habitation ;

N° 78-229, Mme Juliette Ah Tsing, lot B du lotissement Hotu-Area à Faaa 1 mur de soutènement ;

N° 78-232 M. Michel Chungues, lot 91 lotissement Vetea -1 à Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 78-282, M. Jean-Claude Sanford, parcelle de la terre Tetiafau à Paea PK 21900, 1 maison d'habitation ;

N° 78-300, M. Gérard Jordan, lot 13 du lotissement Nina à Punaauia, 1 maison d'habitation ;

N° 78-301, Mme Tetuaunurau Tehei, lot E de la terre Paperua vallée Nahoata (Sté Tenaho) à Pirae près quartier Michelli, 1 maison d'habitation ;

N° 78-303, M. Chun Men Sio, parcelle B de la terre Te Otue I Paura à Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 78-305, Mme Yolande Pihatae née Butscher, parcelle A du lot 3 de la terre Tepamatai (surplus) Mahina PK 10,700, 1 maison d'habitation ;

N° 78-306, M. Jean-Pierre Pugibet, lot B 1 du plan de partage du lot 6 des conjoints Pugibet Punaauia PK 11,800 côté montagne 1 maison d'habitation ;

N° 78-307, M. François Jouen, lot B du lotissement Nono Au à Mahina PK 11,100, 1 modification ;

N° 78-310, M. Teriiahaamanatua Marama parcelle de la terre Tepiao à Paea PK 25, 700 côté mer, 1 maison d'habitation ;

N° 78-311, M. Georges Simon, parcelle de la terre Hopa-apotetea à Paea PK 19,800, 1 maison d'habitation ;

*Permis délivré le 25 avril 1978*

N° 77-188-1, M. Haelemu Poetai, lot F terre Teotea, Mahina, 1 agrandissement ;

N° 78-315, M. Arthur Afo, parcelle A lot 4 pte Cadousseau Paea PK 19,5, 1 maison d'habitation ;

N° 78-316, M. Teheura Tehei, terre Faamanihinihi 3 PK 53,2 Papeari, commune de Teva I Uta, 1 modification ;

N° 78-317, M. et Mme Michel Frogier, parcelle détachée terre Atamatane, route de la vallée Tuauru, Mahina, 1 maison d'habitation ;

N° 78-325, M. le chef du service de l'équipement, parcelle D lot 4 terre Ruraatini, Mahina, pte Vénus, 1 maison d'habitation pour le gardien ;

*Permis délivré le 28 avril 1978*

N° 77-1016, M. John Vaitoare, terre Teurufaifai-Tiarei commune de Hitiaa O Te Ra, PK 27,5 1 station service ;

N° 78-48, M. Richard Tirao et M. Daniel Pouthier, pte Richecœur, Mahina PK 9, 1 atelier de menuiserie ;

N° 78-188 M. Bernard Cheveau, lot 3 terre Vaieri, Vairao commune Taiarapu ouest, 1 maison d'habitation ;

N° 78-197, M. Alfred Deane, parcelle terre Tepaae 2, Tiarei PK 23,5 commune de Hitiaa O Te Ra, 1 maison d'habitation ;

N° 78-206, M. Yvonnice Allain, parcelle détachée terres Tefaa (partie) et Tuteurutoohiti 1 & 2, Mataiea, PK 49, 1 maison d'habitation, commune de Teva I Uta ;

N° 78-209, M. et Mme Adrien Iorss, lot B terre Teoneter, Tiarei commune Hitiaa O Te Ra, PK 26,1, 1 maison d'habitation ;

N° 78-273, M. Alain Dauphin, terre Taumatai ou Tetau-matai parcelle A, (Taravao), Afaahiti, commune Taiarapu Est, 2 maisons d'habitation jumelées ;

N° 78-292, Mlle Tefaveroarii, Vero Lorfèvre, lot 2 bis du lot 6 ancien domaine Marcillac, Pirae, 1 maison d'habitation sans garage et terrasse ;

N° 78-293, M. Gilles Olivier Rey, lot 6 (partage terres Tepatai) Punaauia, PK 16,7, 1 maison d'habitation ;

N° 78-297, M. Egon Steger, lot B 8 lotis. Vahoata, Mataiea commune Teva I Uta PK 42,8, 1 maison d'habitation ;

N° 78-309, M. Patrick Humbert, parcelle terre Apoorau dite aussi Parurumehau, Afaahiti commune Taiarapu Est 1 maison d'habitation, 1 atelier de voilerie ;

N° 78-314, M. Emile Soullier, parcelle B pte Neti, Mahina, PK 13, 1 maison d'habitation ;

N° 78-319, M. Charles Greseque, terrain au lieu-dit Utu-ofai Faaone, commune Taiarapu Est PK 45,5, 1 modification ;

N° 78-321, M. Paul Moe (fils), surplus lot 1 terre Teniutia 3, Faaa PK 4,8, 1 maison d'habitation ;



N° 78-326, M. Patrice Paari, parcelle terre Tautini (n° 111) Mahaena commune Hitiaa O Te Ra PK 32, 1 maison d'habitation ;

N° 78-328, M. et Mme Hubert Teheura, lot 5 lotis. Vaina Papara PK 38,2, 1 maison d'habitation ;

N° 78-331, M. Jean Loussau, terre Teiriiri 3, Punaauia PK 17,2, travaux de terrassement et remblais ;

N° 78-335, Mme Juliette Tuporo, parcelle terres Tevaituturu et Tevairoa 3, Pirae, 1 maison d'habitation ;

N° 78-340, Mme Yvonne Li Ka Ku, lot 7 lotis. Charles Nordhoff Punaauia, 1 maison d'habitation.

### ENQUETE

" de commodo et incommodo "

### AVIS N° 78-31 A.

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Alexandre Lehartel en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un dancing discothèque dans la commune de Papeete - Quai Bir-Hakeim sur les lots 18 et 19 de l'immeuble Fare-Tony, une enquête de commodo et incommodo est ouverte à compter du 25 mai 1978 et jusqu'au 8 juin 1978.

Cette installation comprendra une console à 2 platines avec 2 amplificateurs de 180 watts et 4 haut-parleurs de 100 watts chacun.

M. William Ellacott, contrôleur d'urbanisme est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur : le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête (Service de l'aménagement du territoire, section urbanisme opérationnel et construction, immeuble administratif A1, rue du commandant Destremeau, B.P. 866, téléphone 2.46.50).

Papeete, le 26 avril 1978.

Pour le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement  
du territoire, p. i.,*

C. SOIROT.

### ENQUETE

" de commodo et incommodo "

### AVIS N° 78-32 A.

Conformément aux dispositions de la délibération de l'assemblée territoriale de la Polynésie française n° 61-44 du 8 avril 1961 portant code d'aménagement du territoire, sur une demande formulée par M. Roger Tetuanui, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène de 3,5 KVA (marque Lister, refroidissement à eau, 650 tr/mn) dans la commune associée de Tiarei P.K. 27,700 côté montagne, commune de Hitiaa O Te Ra sur la terre Papauu, une enquête de commodo et incommodo est ouverte à compter du 25 mai et jusqu'au 8 juin 1978.

M. Pouira Eugène est désigné pour remplir les fonctions de commissaire enquêteur : le dossier pourra être consulté auprès de lui et il recueillera tous les avis, observations ou oppositions qui pourraient se manifester pendant la durée de l'enquête (Service de l'aménagement du territoire, section urbanisme opérationnel et construc-

tion, immeuble administratif A1, rue du commandant Destremeau, B.P. 866, téléphone 2.46.50).

Papeete, le 3 mai 1978.

Le haut-commissaire et par délégation :

*Le chef du service de l'aménagement  
du territoire,*

F. DUPUY.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### ANNONCES JUDICIAIRES

#### Etude de Me R.E. BAMBRIDGE Avocat-Défenseur

D'un jugement rendu par le Tribunal Civil de première instance de PAPEETE le 22 mars 1978, à la requête de Monsieur Marc JAVANAUD, commerçant, et Madame Christiane BIONAZ, secrétaire-comptable, son épouse, demeurant ensemble à Super-Mahina, lotissement DAT-CHARRY.

Il appert que l'acte reçu le 13 janvier 1978, par Me LEJEUNE, notaire à PAPEETE, portant adoption par les époux JAVANAUD-BIONAZ du régime de la séparation de biens a été homologué conformément aux articles 1536 à 1541 du Code Civil.

Pour extrait :

R.E. BAMBRIDGE.

#### Etude de Mes R. COCHIN et GIAU, Avocats à Papeete

Par jugement du Tribunal Civil de Première Instance de Papeete du 16 Novembre 1977, le divorce des époux Irène SCHOENY et Christian DUPAU a été prononcé avec toutes ses conséquences de droit.

Pour extrait :

R. COCHIN.

#### GREFFE DES TRIBUNAUX DE PAPEETE — ILE TAHITI

Il est porté à la connaissance des créanciers du Règlement Judiciaire de la " Société du MATAVAI " que l'état des créances arrêté au 31 octobre 1976 a été déposé au GREFFE le 20 Avril sous le N° 724.

Il peut être consulté tous les jours ouvrables en matinée.

*Le greffier en chef,*

G. REID.

### ANNONCES DIVERSES

#### Dissolution de la Caisse de Retraite des Maîtres de l'Enseignement Privé de Polynésie Française

Dissolution approuvée à l'unanimité à compter du 18 avril 1978, par l'Assemblée Générale extraordinaire (art. 17 des statuts). Les fonds disponibles seront répartis conformément aux Décisions de l'Assemblée Générale par un comité liquidateur composé de :

M. LE CAILL Louis, *Président*

M. SIMON Claude, *Trésorier*

M. RICHMOND Frank, *Secrétaire*

M. BARON Maurice, *Représentant le Syndicat des Maîtres de l'Enseignement Catholique*

### ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU COLLEGE DE TAIHAE

Il est déclaré une Association dénommée " ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DU COLLEGE DE TAIHAE " et dont le siège social est fixé à la Mairie de Taiohae.

L'Association a pour buts :

1°) Toute activité susceptible d'apporter un soutien utile à la vie du Collège de Taiohae ;

2°) L'éducation mutuelle des familles et l'entr'aide familiale notamment par l'organisation de tous services et toutes oeuvres scolaires, centre d'orientation, bourses et prêts d'honneur en faveur d'élèves méritants et peu fortunés, réunions entre parents et maîtres, de cercles d'études et en général toutes institutions tendant aux mêmes fins ;

3°) L'entente, la liaison et la collaboration avec toutes Associations semblables en vue d'une représentation valable de l'ensemble des parents d'élèves auprès des pouvoirs publics et des autorités constituées ;

4°) D'entrer en relation directe avec les pouvoirs publics et les autorités constituées, pour représenter et défendre des besoins ou des causes strictement particulières aux Etablissements dont elle relève.

Récépissé n° 3080 AA du 20 mars 1978.

### ASSOCIATION SPORTIVE DES TRAVAUX PUBLICS DES I.S.L.V. " TE AVA PITI "

#### EXTRAITS DE STATUTS

Il a été créé le 16 janvier 1978 une association sportive déclarée conformément à la loi du 1er juillet 1901, dénommée " Association Sportive des Travaux Publics des I.S.L.V. " TE AVA PITI ". Elle a pour objet d'organiser et de favoriser la pratique des sports et des exercices physiques par tous les employés du Service des Travaux Publics des I.S.L.V. ainsi que le maintien des traditions et arts populaires du folklore polynésien, etc... La durée de l'association est illimitée. Le siège est fixé au Service des Travaux Publics à Uturoa.

#### COMPOSITION DU BUREAU

Président	: G DELAITE
1er vice-président	: R. EHU
2e vice-président	: Ph. FALCHETTO
Secrétaire	: Ch. SACHET
Secrétaire adjoint	: D. SOMMERS
Trésorier	: J. SOMMERS
Trésorier adjoint	: D. TERIEROOITERAI
Commissaire	: G. HUIOUTU
»	: A. CLARK
»	: A. TAEA

Récépissé n° 3214 AA du 31 mars 1978.

### AMICALE DES EMPLOYES DE LA BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ - (AMIBIS) - TAHITI

#### Composition du Bureau pour 1978 :

Président	: M. EBB Yannick
Secrétaire général	: M. VOTA Abel
Trésorier	: M. GARBUTT Jean-Jacques
Trésorière adjointe	: Mme NOLLEMBERGER Juanita
Commissaire	: M. FALCHETTO Elie
»	: M. GIBSON Félix
Responsable sportif	: M. BOUGUES Léo
»	: M. JEAN Napoléon

### ASSOCIATION SPORTIVE DU LYCEE TECHNIQUE DU TAAONE

#### EXTRAITS DE STATUTS

L'association sportive du Lycée Technique du Taaone a pour objet d'organiser, de développer, en prolongement de l'éducation physique et sportive donnée pendant les heures de scolarité, l'initiation et la pratique sportives pour les élèves qui y adhèrent. Elle représente l'établissement dans les épreuves sportives scolaires. Sa durée est illimitée. Elle a son siège social dans l'établissement.

#### COMPOSITION DE BUREAU :

Le chef d'établissement	: Président
Le gestionnaire de l'établissement	: Trésorier
Deux enseignants d'éducation physique et sportive	: Membres
Deux élèves	: »

Récépissé n° 3141 AA du 24 mars 1978.

### ASSOCIATION DES AMIS DE L'ECOLE MATERNELLE DE VEROTIA

#### EXTRAITS DE STATUTS

Il est créé à Faaa une société dénommée " Association des Amis de l'Ecole Maternelle de VEROTIA ". Son siège est à l'école maternelle de VEROTIA. Ses buts sont les suivants : défendre les intérêts matériels et moraux de l'école, établir une collaboration étroite entre l'école et les familles et éclairer les parents sur leur rôle d'éducateurs, établir des liens de solidarité entre les parents et les enfants d'une même localité, encourager la fréquentation scolaire et aider à l'éducation sociale de la population.

#### COMPOSITION DE BUREAU :

Présidente	: Mme Christa SCHMIDT
Vice-président	: M. Ferdinand TEROROTUA
Secrétaire	: Mme Lélia JUVENTIN
Trésorière	: Mme Eliane JOHNSTON
Membre actif	: Mme Virginia FAATAU
»	: M. Charles AIAMU.

Récépissé n° 3273 AA du 6 avril 1978.

**BANQUE DE POLYNESIE**

Société Anonyme au capital de 130 Millions F. CFP

R. C. PAPEETE 462 B - LBOM N° 8

Siège Social : Boulevard Pomare - PAPEETE

BILAN AU 31 Mars 1978

<b>ACTIF</b>	<b>Frs CFP</b>	<b>PASSIF</b>	<b>Frs CFP</b>
Caisse, I.E.O.M., T.P., C.C.P. ....	158.661.955	I.E.O.M., T.P., C.C.P., ....	90.281
Banques, Organismes et Etablissements financiers :		Banques, Organismes et Etablissements financiers	
- Comptes ordinaires ....	609.659.787	a) Comptes ordinaires ....	11.971.479
- Emprunts et comptes à terme ....		b) Emprunts et comptes à terme ....	10.000.000
Bons du trésor et valeurs reçues en pension ou achetées ferme ....		Valeurs données en pension ou vendues ferme ....	72.980.000
Crédits à la clientèle		Comptes créditeurs de la clientèle	
- Créances commerciales ....	96.069.676	- Sociétés et entrepreneurs	
- Autres crédits à court terme ....	1.494.821.543	a) comptes ordinaires ....	835.509.824
- Crédits à moyen terme ....	606.839.536	b) comptes à terme ....	496.054.304
Comptes ordinaires débiteurs de la clientèle ....	54.707.392	- Particuliers	
Chèques et effets à l'encaissement ....	498.063.207	a) comptes ordinaires ....	243.617.782
Comptes de régularisation et divers ....	103.673.973	b) comptes à terme ....	242.695.587
Immobilisations ....	139.517.210	- Divers	
Total de l'actif ....	3.762.014.279	a) comptes ordinaires ....	88.296.190
		b) comptes à terme ....	380.889.792
		- Comptes d'épargne à régime spécial ....	477.175.764
		Bons de caisse ....	210.482.451
		Comptes exigibles après encaissement ....	416.338.360
		Comptes de régularisation - Provisions et divers ....	110.485.479
		Réserves ....	34.271.000
		Capital ....	130.000.000
		Report à nouveau ....	1.155.986
		Total du passif ....	3.762.014.279

<b>HORS BILAN</b>	<b>Frs CFP</b>
Ouvertures de crédits confirmés en faveur de la clientèle	211.333.302
Cautions, avals et obligations cautionnées en faveur de la clientèle ....	469.996.108
Autres engagements en faveur de la clientèle ....	28.547.158

Copie certifiée conforme :

Papeete, le 2 mai 1978.

Le Directeur Général,

A. FRELAUT.

**RESULTATS DE LA SUPER TOMBOLA  
A.S. DRAGON 78**

1er lot	5.000.000 F	N° 62231
2e lot	2.000.000 F	N° 61961
3e lot	1.000.000 F	N° 62504
4e lot	1.000.000 F	N° 57186
5e lot	1.000.000 F	N° 56055
6e lot	500.000 F	N° 56333
7e lot	200.000 F	N° 51517
8e lot	100.000 F	N° 24137
9e lot	100.000 F	N° 50855
10e lot	100.000 F	N° 64798
11e lot	100.000 F	N° 40822
12e lot	100.000 F	N° 53548
13e lot	100.000 F	N° 53919
14e lot	100.000 F	N° 22807
15e lot	100.000 F	N° 45865

Tirage procédé le 29 Avril 1978 à l'Hôtel Tahiti

**RESULTATS DE LA TOMBOLA DE L'A.S. PHENIX  
(Tirage effectué le 6 mai 1978).**

Le n° 23.755	gagne 5.000.000 francs
Le n° 71.820	gagne 2.000.000 francs
Le n° 126.306	gagne 2.000.000 francs
Le n° 99.325	gagne 1.000.000 francs
Le n° 28.498	gagne 1.000.000 francs
Le n° 94.193	gagne 500.000 francs
Le n° 35.883	gagne 200.000 francs
Le n° 31.837	gagne 200.000 francs
Le n° 60.076	gagne 100.000 francs
Le n° 124.254	gagne 100.000 francs

**ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES  
DE L'ECOLE PRIMAIRE PUBLIQUE DE TARAVAO**

Extraits de statuts

L'association dite " Association des Parents d'Elèves de l'Ecole Primaire Publique de Taravao " fondée le 10 du

mois d'octobre 1977 a pour objet de défendre les intérêts des parents d'élèves. Sa durée est illimitée. Son siège social est fixé à l'école primaire publique de Taravao.

#### COMPOSITION DE BUREAU :

Président	: M. TEIPOARII Tetaraupoo
Vice-présidente	: Mme TOMORUG Victorine
Secrétaire	: M. TEMARIAUMA Félix
Secrétaire adjoint	: Mme ROCHETTE Georgina
Trésorier	: M. BATAILLE Alexandre
Trésorier adjoint	: Mme VAN BASTOLAER Juliette
Membre actif	: Mme PUAIRAU Josette
Membre actif	: Mme DELIGNY Eulida.

Récépissé n° 3230 AA du 31 mars 1978.

#### CENTRALE DES TRAVAILLEURS AUTONOMISTES POLYNESIENS (C.T.A.P.)

Au cours de sa réunion ordinaire annuelle tenue le 1er mai 1978, le CONGRES de la C.T.A.P. a procédé également au renouvellement de ses responsables comme suit :

##### Conseil d'administration :

Président d'Honneur	: André T. LORFEVRE
Président	: Jean HELME (Marins/Pêcheurs)
Vice-Présidents	: Otto Fariua ORBECK (Gens Mer) : Nino SCARANTO (SPPL-CEA) : Henri LOMBARD (Coprah)
Secrétaire-Trésorier Général	: J-B. H. CERAN-JERUSA- LEMY (IO)
Secrétaire-Trésorier Général Adjoint	: Max ATENI (Imprimerie officielle)
»	: John DAVE (Hôtellerie)
»	: Xavier UEVA (SPPL-CEA)
»	: Mercier Coco TOOFA (Transports en commun)

##### Commission de contrôle :

Président	: Mme Augustine DAR- ROUZES (Employés de bureaux, privé et semi- public)
Vice-Président	: Jack BAMBRIDGE (T.A.R.P. - Taxis)
Secrétaire	: Léonard PUPUTAUKE (Gens Mer)
Secrétaire Adjoint	: Mateata Félix ORBECK (SPEBTPEI)

Assesseur	: T. Namata MARE (TARP)
»	: Mlle Léone FAGU (Hôtellerie)
»	: Antoine AURAKA (SPEBTPEI)
»	: Médéric REREA (SPEBTPEI)

#### FEDERATION DES SYNDICATS DES CHAUFFEURS DE TAXIS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

#### COMPOSITION DU BUREAU

COLOMBANI Benjamin	Président
HUAATUA David	1er Vice Président
BAMBRIDGE Jacky	2e Vice Président
CHANGUY Félix	Secrétaire Général
NOUVEAU Charles	1er Adjoint
PARUA Tipara	1er Adjoint
YAO Alphonse	2e Adjoint
MERVIN Eugène	2e Adjoint
MATI Henri	Trésorier
VANAA Tauaroa	Responsable
TORÉA Aloy	»
GATIEN Terii	»
AUTAI Gabriel	»
PANSI Nuuhiva	»
MARE Nehemia	»
TCHENG Anang	»
GATATA Tetuarere	»
MATI Raymond	»
TAHAIA Tehina	»
WONG André	»
PARKER Allen	»
HUAATUA Jacob	»
MERVIN Alec	»
CHAVE Léo	»

#### EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

##### Budget - Exercice 1978

1.600 frs l'exemplaire.

##### Code du travail

(Loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952)  
(Edition mise à jour au 31 décembre 1974)

Prix de la brochure 1.000 francs.